

***l'Anti*capitaliste**

n°531 | 16 juillet 2020 — 1,50€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

LE 18 JUILLET À BEAUMONT-SUR-OISE



ADAMA

**CONTRE LE RACISME ET LES
VIOLENCES POLICIÈRES**

Dossier

**À L'ÈRE DU COVID-19,
UN MONDE EN CRISES**

Pages 6 et 7

ÉDITO

**Bernard Squarcini,
les barbouzes et l'IGPN**
Page 2

PREMIER PLAN

**Porto Rico: la crise
s'approfondit**
Page 2



ACTU SOCIALE

**Coronavirus: la menace d'une
deuxième vague se précise**
Page 4

LIBRE EXPRESSION

**Entretien avec Fanny Gallot,
historienne et militante féministe**
Page 12



Par COLIN BRUNEL

Bernard Squarcini, les barbouzes et l'IGPN

Le 12 juillet, *Mediapart* publiait sur son site le premier volet d'une enquête concernant Bernard Squarcini, ancien chef des services secrets intérieurs durant le quinquennat Sarkozy. Squarcini est, depuis, passé du côté du privé, en montant sa propre officine de renseignements, qu'il met au service des multinationales et des grands groupes, au premier rang desquels LVMH et son patron Bernard Arnault, l'homme le plus riche de France (et de Belgique). Cette enquête est basée sur des écoutes téléphoniques réalisées par un service anti-corruption dans le cadre des « affaires » libyennes du désormais célèbre intermédiaire Ziad Takieddine. Des écoutes qui permettent d'en apprendre beaucoup sur les activités de Squarcini mais qui, et c'est une première information, n'ont jamais été exploitées par la police et la justice. Et pourtant... Comme l'écrit *Mediapart*, elles révèlent l'existence « [d']une forme d'État dans l'État où se mêlent intérêts privés et fonctions publiques, basse police, renseignement politique et espionnage économique, parfum mafieux et puissances étrangères. » Le premier épisode de l'enquête nous montre ainsi comment, à la demande de LVMH, Squarcini a mis en branle ses réseaux pour enquêter sur François Ruffin et le journal *Fakir*, à l'époque où celui qui n'était pas encore député enquêtait sur Bernard Arnault et s'invitait dans des locaux de LVMH et des événements organisés par la firme. Collusion public-privé, utilisation des ressources de l'État pour les basses œuvres d'une multinationale, appel à des réseaux douteux : on se croirait dans un mauvais roman d'espionnage. Il ne s'agit cependant pas d'une fiction, mais bien des arrières-cuisines de la 5^e République, où les puissants se rendent discrètement des services inavouables, tout en prodiguant des leçons de maintien au commun des mortels, à grand renfort de références à la « morale », à l'« effort » et au « respect de la loi ». Ce n'est toutefois pas sur le plan de la morale que ces détestables pratiques doivent être condamnées, mais bien en raison de ce qu'elles nous disent sur le fonctionnement d'un système dans lequel des responsables politiques, des hauts fonctionnaires, des (ex-)flics et des grands patrons trouvent toujours un terrain d'entente pour s'en prendre à celles et ceux qui contestent un tant soit peu l'ordre établi. Et l'on n'est guère surpris d'apprendre que ces écoutes pourtant accablantes n'ont jamais été exploitées par le service auquel elles ont été transmises : l'IGPN, toujours dans les bons coups.

BIEN DIT

Il suffit d'avoir assisté aux passations de pouvoir dans les ministères et dans les mairies, de regarder les photographies prises en réunions ou de voir [les dirigeants] aller au contact du public sans protection, pour comprendre pourquoi les Français rechignent à appliquer une mesure aussi simple que le port du masque en lieu public clos.

Tribune d'un collectif de professionnels de santé, liberation.fr, 12 juillet 2020.

À la Une

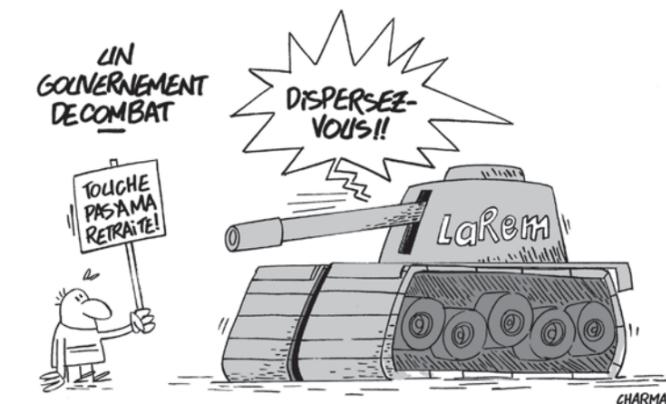
ILS NE VEULENT PAS « CHANGER DE CAP »

Retrouvons le chemin des mobilisations

Rien de nouveau sous le soleil. Avant même le discours de politique générale du Premier ministre, qui ne sera que le décalque de celui du président, l'interview-fleuve de Macron a confirmé ce que nous savions déjà du président et de sa vision du monde : mépris, arrogance, émotions feintes, mais aucun changement de cap, bien au contraire. À l'occasion de ce 14 juillet, Macron a ainsi rappelé les piliers de sa politique : ne rien exiger des plus riches, faire payer la crise aux plus pauvres, valoriser l'« excellence » individuelle au détriment de toute forme de solidarité collective.

Refusant d'opérer le moindre retour critique sur les trois premières années de son quinquennat, Macron nous a ainsi ressorti le marronnier de la « pédagogie » : si ses contre-réformes ont été contestées, c'est qu'elles ont été « mal comprises » ; s'il suscite détestation, voire haine, dans les classes populaires, c'est en raison de « maladroites » et de « phrases sorties de leur contexte ». Rien à voir, évidemment, avec le caractère structurellement inégalitaire de ses politiques, toujours au service des plus riches et au détriment des plus pauvres.

« Pas de changement de cap » D'ailleurs, Macron nous l'a promis en ce 14 juillet : il n'y aura pas de « changement de cap », mais seulement un « changement de chemin pour y parvenir ». Comprendre : davantage de com', d'enfumage et de pseudo-concertation, mais les objectifs seront exactement les mêmes. Exemple avec la contre-réforme des retraites à propos de laquelle Macron, s'il a été flou quant au calendrier, a eu l'outrance d'affirmer qu'elle était non seulement « nécessaire » et « juste », mais qu'elle était en outre « faite pour les premiers de corvée »... Le même cap également sur les questions écologiques, sans aucune disposition concrète, mais seulement, une fois de plus, des postures, des manœuvres dilatoires et des annonces très générales, qui



ne seront pas plus suivies d'effets que les précédentes dans la mesure où le pouvoir s'oppose toujours à toute immixtion dans les intérêts privés... À propos de l'épidémie de Covid, après l'hommage hypocrite aux soignantEs tout en ayant refusé les embauches nécessaires et la moindre réouverture de lits dans les hôpitaux, Macron explique que « tout est prêt » pour une éventuelle deuxième vague. Aucun retour critique sur la gestion catastrophique de ces derniers mois, des affirmations contradictoires avec ce qu'expliquent les soignantEs eux-mêmes et elles-mêmes quant aux capacités des établissements hospitaliers, et une seule annonce concrète avec l'obligation du port du masque dans les lieux publics clos, dont on ne comprend pas

bien pourquoi elle ne sera effective qu'au 1^{er} août...

Face à leur obstination, nos mobilisations

Concernant la crise économique et sociale, Macron y est allé de sa déclaration solennelle : « La priorité de cet été et de la rentrée prochaine, c'est l'emploi ». En s'opposant aux licenciements et aux suppressions d'emplois ? En faisant payer les profiteurs de la crise ? En réduisant le temps de travail afin que nous puissions travailler touTEs ? Absolument pas ! Il faudra se serrer la ceinture, accepter de la « modération salariale » (euphémisme pour qualifier les baisses de salaires), tandis qu'il n'y aura aucune augmentation d'impôts pour les plus riches et que Macron dégaine un énième « dispositif exceptionnel

d'exonérations de charges » pour prétendument favoriser l'emploi des jeunes...

Ultime provocation : interrogé sur la scandaleuse nomination de Gérald Darmanin, mis en cause pour viol, Macron a osé expliquer qu'il avait eu « une discussion d'homme à homme » avec le futur ministre de l'Intérieur avant que ce dernier soit nommé, ajoutant qu'il ne fallait pas « céder à l'émotion constante ». Ou comment cracher une deuxième fois sur les féministes et, plus généralement, sur les femmes victimes de violences... En bref : Macron, tout à son arrogance et à son mépris, nous promet le pire et, face à son obstination, seules nos mobilisations pourront mettre un coup d'arrêt à ses dangereux projets. Celles et ceux, notamment les personnels soignants, qui se sont fait entendre le 14 juillet, entre autres à Paris, en descendant dans la rue et en venant perturber la sauterie présidentielle des Champs-Élysées, indiquent la marche à suivre. Le prochain rendez-vous pour montrer notre colère et notre détermination face à un pouvoir brutal et obsédé par les intérêts des plus riches est fixé à Beaumont-sur-Oise ce samedi, pour Adama et contre le racisme et les violences policières. L'occasion de faire entendre la contestation et de maintenir un climat propice à la construction d'une riposte à la hauteur dès la rentrée.

Julien Salingue

PORTO RICO

La crise s'approfondit

L'île de Porto Rico est le théâtre d'une combinaison de crises : Covid, ouragans, tremblements de terre et sécheresse, mauvaise gestion et corruption.

Le Covid-19 a provoqué 135 000 morts aux États-Unis, qui comptent des dizaines de millions de chômeurEs, et les deux crises, sanitaire et économique, se poursuivent et sont maintenant dans leur cinquième mois. Mais nulle part la crise économique n'a été plus forte que dans la colonie américaine de Porto Rico dans les Caraïbes.

Crises profondes

La gouverneure Wanda Vázquez a été certes la première gouverneure des États-Unis à ordonner la fermeture

d'entreprises et à demander aux personnes de rester chez elles, ce qui a aidé à contenir le virus. À l'heure actuelle, il n'y a que 9 336 cas de coronavirus et seulement 167 décès sur une population de 3,2 millions d'habitanteS. Mais la fermeture économique a dévasté l'île. Avec une population active civile de 1,05 million de personnes, 300 000 personnes ont déposé une demande d'indemnisation du chômage et le taux de chômage officiel est de 23%. L'année dernière, les Portoricains se sont soulevés et ont contraint leur

précédent gouverneur Ricardo Rosselló à la démission après avoir appris que, lors d'un échange sur Telegram, il avait utilisé un langage misogyne et homophobe, plaisanté sur les personnes décédées dans l'ouragan María et avait semblé menacer la vie de la maire de San Juan, Carmen Yulín Cruz. Le nombre de manifestantEs était passé de dizaines de milliers à un million, forçant Rosselló à démissionner en août 2019. Alors que la cause immédiate du soulèvement était le message texte de Rosselló, il y avait aussi d'autres problèmes. Porto Rico a une dette énorme de 72 milliards de dollars. L'île avait alors un taux de chômage de 14,2% et un taux de pauvreté de 45%. Le gouvernement américain a créé un Conseil de surveillance et de gestion financières de Porto Rico (FMOB) pour gérer l'économie. Les problèmes financiers résultent à la fois

d'une mauvaise gestion économique, de la corruption de certains dirigeants et de catastrophes naturelles.

Une île délaissée par Trump

L'ouragan María, avec des vents de 160 kilomètres à l'heure, a frappé l'île en septembre 2017, faisant 3 057 morts et causant 90 milliards de dollars de dégâts matériels. De nombreuses maisons ont perdu leur toit, laissant des milliers de personnes sous des bâches pendant un an ou plus ; et certains se sont retrouvés sans électricité, sans nourriture ni eau. Le président américain Donald J. Trump a déclaré à des conseillers qu'il ne voulait pas qu'un seul dollar aille à Porto Rico, car il pensait que l'île « abusait de l'argent et profitait du gouvernement ». L'Agence fédérale de gestion des urgences n'a pas fourni d'assistance adéquate. Après l'ouragan, lors d'une visite dans l'île début octobre, Trump, alors

Un monde à changer

LYCÉEN-E-S SOUS SURVEILLANCE. Après une crise sanitaire d'ampleur où il fallait absolument rouvrir les établissements scolaires pour ramener les « décrocheurs » à l'école, à Stains on met des caméras au lycée Maurice-Utrillo. La direction de l'établissement s'était engagée à organiser une consultation de l'ensemble des acteurs de la communauté éducative, des élèves et de leurs parents avant un potentiel vote au CA : cela n'a pas été fait.

Cette mise en place de vidéosurveillance est une dangereuse dérive sécuritaire dans les établissements scolaires. Les recherches sur le sujet prouvent que les caméras ne résolvent rien et les personnels savent que seuls des moyens humains peuvent améliorer le climat scolaire. Les élèves, déjà fortement fragilisés par les effets de la crise sanitaire et du confinement, vont faire leur rentrée en septembre prochain dans des conditions extrêmement dégradées en raison d'une baisse importante des moyens horaires affectés au lycée Maurice-Utrillo. Quel message envoyé aux élèves et à leurs familles quand on prend le temps de débattre longuement de leur surveillance alors que l'on ne sait même pas comment les accueillir dignement en septembre ?

Il y a une seule infirmière pour 1200 élèves, une seule assistante sociale, deux psychologues de l'Éducation nationale (anciennement conseillères d'orientation) présentes par intermittence.

Tous les ans, les personnels demandent l'augmentation des effectifs socio-éducatifs. Tous les ans, le rectorat refuse. L'épidémie et le confinement ont accentué leur charge de travail : ces personnels doivent aider des élèves dans des situations économiques et psychologiques plus précaires que jamais. S'il restait des doutes sur la nécessité de mieux financer les établissements de Seine-Saint-Denis, ces trois derniers mois auraient dû les balayer. Pour autant, à l'horizon, aucune annonce du ministère de l'Éducation nationale.

Là où les élèves sont supposés étudier, trouver refuge, se parler, « devenir citoyens », ils seront sous surveillance. Investir dans des caméras en pensant supprimer la violence et la misère, c'est refuser d'investir ailleurs. C'est fermer les yeux sur l'abandon total d'un territoire par l'État.

Le message est clair, moins de moyens pour l'éducation, davantage pour la surveillance et la répression.

18 JUILLET À BEAUMONT-SUR-OISE **Pour Adama, contre le racisme et les violences systémiques**

Sous la pression des récentes mobilisations et de l'opiniâtreté de la famille Traoré, « l'affaire » Adama Traoré a connu de nouveaux développements au cours des dernières semaines. Les preuves s'accumulent qui démontrent, pour qui en doutait encore, que la « version officielle » n'était qu'un mensonge, et que les gendarmes ont bel et bien tué Adama Traoré, comme l'affirment ses proches et ses soutiens depuis quatre ans. Dans un tel contexte, la mobilisation du 18 juillet à Beaumont-sur-Oise prend un relief tout particulier.

Cela fait désormais quatre ans que la famille d'Adama Traoré se bat contre les mensonges, les intimidations, les pressions, pour faire valoir la justice et pour obtenir la vérité sur la mort d'Adama Traoré lors de son interpellation par des gendarmes, le 19 juillet 2020 à Beaumont-sur-Oise (Val-d'Oise). Quatre ans de combat acharné contre la violence et l'impunité érigées en système, contre l'institution policière et les ministres de l'Intérieur successifs, contre le déni de justice et les injonctions au silence. Quatre ans de lutte, dans la dignité.

Une mobilisation aux racines profondes

Les récentes mobilisations du 2 juin au TGI de Paris et du 13 juin place de la République, ainsi que les manifestations qui se sont déroulées dans de nombreuses villes aux quatre coins de la France, se sont inscrites dans une vague internationale de mobilisation



contre le racisme et les violences policières consécutive à la mort de George Floyd à Minneapolis. Ce qui ne signifie nullement qu'elles ne sont pas profondément ancrées en France : le cas d'Adama Traoré est

en effet symbolique de ces dizaines de morts imputables à la police et à la gendarmerie, qui ne sont pas une suite d'incidents ou de « bavures » mais bien l'expression d'une domination et d'une violence systémiques.

Contrairement à ce que voudraient nous faire croire certains, ce qui est en cause n'est pas « seulement » les mauvais comportements de certains, mais un système de domination et d'oppression. Il existe un racisme institutionnel en France, qui s'exprime tout autant dans les politiques criminelles à l'égard des migrantEs et des sans-papiers que dans la pratique systématique des contrôles au faciès, souvent à l'origine des crimes policiers. Et c'est contre ce racisme institutionnel que des dizaines de milliers de personnes se sont levées, au premier rang

desquelles les « premierEs concernés », pas contre des idées dangereuses ou des comportements individuels intolérables.

Le rendez-vous du 18 juillet à Beaumont-sur-Oise a donc un double enjeu : exprimer notre soutien à la juste et admirable lutte du Comité Adama pour la vérité et la justice ; poursuivre la construction du rapport de forces contre un système de répression et de domination dont la dimension raciale/raciste est l'un des piliers. Un rendez-vous incontournable, duquel aucune force de la gauche sociale et politique ne devrait penser qu'elle peut être absente. Comme nous le disait Youcef Brakni, du comité Adama, il y a quelques semaines : « Quand un jeune homme meurt, le jour de ses 24 ans, tué par des gendarmes, ou quand d'autres, en moto, sont percutés, finissent écrasés... tout le monde devrait être révolté, et la révolte devrait être le mot d'ordre de toutes les organisations, politiques, syndicales, associatives. » **J.S.**

Le chiffre

20 000

C'est, selon le Washington Post, le nombre de mensonges ou d'allégations trompeuses énoncées (ou twittées) par Donald Trump depuis le début de son mandat présidentiel. Soit, en moyenne, plus de 30 par jour...



Agenda

Samedi 18 juillet, marche pour Adama, Beaumont-sur-Oise (95). À 14h devant la mairie de Persan, arrivée dans le quartier de Boyenal à 16h pour un événement exceptionnel (plus de détails à venir).



Mardi 21 juillet, rassemblement contre le licenciement d'Anthony Smith, Paris. À 12h30, devant la DRH de l'inspection du travail, avenue Duquesne.

Du 23 au 26 août, 12^e université d'été du NPA, Port-Leucate (11). Voir page 10.

NO COMMENT

J'assume totalement la désignation de Gérald Darmanin. [...] Pour des raisons politiques et aussi personnelles, tout ce qui touche aux violences intraconjugales, aux questions de viol, me semble particulièrement cher.

JEAN CASTEX, RMC, 8 juillet 2020.

qu'il participait à une distribution de produits de première nécessité, a lancé plusieurs rouleaux de papier essuie-tout dans la foule, exaspérant de nombreux Portoricains. Il y a quelques jours à peine, un ancien membre de l'administration présidentielle a révélé qu'à l'approche de la tempête, Trump avait interrogé ses assistants sur la possibilité de se débarrasser de l'île, par exemple en la vendant. Depuis l'ouragan, 500 000 PortoricainEs ont quitté l'île pour vivre aux États-Unis, la plupart s'installant en Floride. Au total, 5,8 millions de PortoricainEs vivent aux États-Unis, la plupart à New York et dans le Nord-Est.

Un sous-statut

Des catastrophes continuent de frapper l'île. Fin décembre 2019 et début janvier 2020, s'est produite une série de tremblements de terre ; le plus important de ces séismes de magnitude

6,4 a gravement endommagé la ville de Ponce. Et, actuellement, 60% de Porto Rico souffre de la sécheresse et certaines régions ne disposent pas d'un approvisionnement quotidien en eau.

Face au Covid-19, la gouverneure Vazquez a annoncé un plan de relance de 787 millions de dollars, dont 350 millions pour les entreprises afin d'aider à payer les travailleurEs. Cependant, de nombreux PortoricainEs travaillent dans l'économie informelle et n'auront donc pas droit à l'assurance chômage. Porto Rico, qui était autrefois une colonie espagnole, a été conquise par les États-Unis pendant la guerre de 1898. En 1917, les États-Unis ont fait des PortoricainEs des citoyens des États-Unis et en 1947, le Congrès américain a donné aux PortoricainEs le droit d'élire leur propre gouverneur. Mais contrairement à d'autres territoires américains, Porto Rico n'est pas



WIKIMEDIA COMMONS

devenu un État et il n'a pas de représentant ou de sénateurs au Congrès, seulement un commissaire résident (Resident Commissioner) sans droit de vote à la Chambre des représentants. En tant que citoyenEs, les PortoricainEs aux États-Unis peuvent voter

à toutes les élections locales, étatiques et nationales. Les habitantEs de Porto Rico sont partagés entre trois options sur le devenir de l'île : statu quo, devenir un État américain ou accéder à l'indépendance.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

NUCLÉAIRE, LE MONDE D'AVANT Épisode 5. EPR: un rapport atomique pour EDF

Comprendre leur « monde d'avant » pour construire notre « monde d'après » : état des lieux du nucléaire en France (série en sept épisodes).

La mise en service de l'EPR (Réacteur pressurisé européen) de Flamanville prévue en 2012 a été repoussée à 2023... Depuis 2007, son coût a sextuplé. Le dernier rapport de la Cour des comptes (« La filière EPR ») dénonce ce qui apparaît maintenant comme une véritable gabegie. Avec un certain retard. Car l'énergie prétendument prométhéenne du nucléaire repose sur plusieurs mythes : le caractère bon marché (si on s'arrange dans le calcul!), l'indépendance énergétique (si on oublie la Françafrique pour l'extraction de l'uranium), le « recyclage » des déchets... Même le PDG d'EDF parle de projet « Hercule » pour ses besoins financiers ! Et, comme l'a admis le « jury de déontologie publicitaire », les pubs d'EDF ou d'Orano vantant le nucléaire « propre » sont tout simplement mensongères !



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MILO

Les nucléocrates dopés à l'EPR

Pour une fois, on pourrait dire que le NPA et Pierre Moscovici, président PS de la Cour des comptes, sont d'accord : l'EPR constitue « un échec opérationnel, des dérives de coûts et de délais considérables. » Mais toute la filière nucléaire est un gouffre financier doublé d'une faille technologique et industrielle. Alors, même si le RN, la clique de députés LR ou macronistes liés au complexe militaro-nucléaire, et le PCF entonnent un même refrain pour « poursuivre le programme EPR », l'EPR a du plomb dans l'aile. D'autant que son coût prohibitif et les défauts avérés sur des composants essentiels (cuve et soupapes de sécurité) ont ruiné tous les espoirs des nucléocrates libéraux sur les « ventes à l'export ».

Arrêt du nucléaire et rupture écosocialiste !

Il serait bienvenu de tirer un bilan de 70 ans de mensonges et d'établir les responsabilités dans l'aveuglement actuel. Si l'objectif des derniers gouvernements est effectivement de réduire à 50 % la part du nucléaire dans la production d'électricité et donc de fermer 12 réacteurs après ceux de Fessenheim, pourquoi investir dans un « grand carénage » ruineux pour prolonger la durée de vie de réacteurs qui doivent fermer définitivement un jour ou l'autre ? Les magistrats de la Cour des comptes, issus de la Haute administration et proches des lobbys, ne vont donc pas jusqu'à effrayer leurs amis : « EDF ne peut financer seul la construction de nouveaux réacteurs. [...] Aucun nouveau projet ne saurait être lancé sans une forme de garantie publique ». Autrement dit : « Allez-y, l'État paiera ! »

Poursuivre la filière est une fuite en avant dangereuse, impérialiste, aventuriste (démission du directeur financier d'EDF en 2016) qui masque le refus d'admettre l'obsolescence de nombreux réacteurs. Refus déconnecté de toute rationalité, sanitaire, démocratique et même économique, repoussant aux calendes grecques la nécessité d'engager l'arrêt définitif du parc actuel.

Une production alternative d'énergies renouvelables, décentralisée, avec des circuits de distribution courts, autogérée par les ouvriers et les usagers pour viser l'autonomie énergétique des régions, couplée aux économies d'énergie, pourrait constituer un début de rupture écosocialiste. Pour cela, il faut arrêter immédiatement le nucléaire, tant qu'il est temps.

Commission nationale écologie

1 - « La Cour des comptes pointe les errements et la gabegie de la filière nucléaire et de ses premiers de cordée », sur <http://coordination-antinucleaire-sudest.net/2012/index.php?post/2020/07/09/La-Cour-des-comptes-pointe-les-errements-et-la-gabegie-des-premiers-de-cordee-de-la-filiere-nucleaire>

CORONAVIRUS La menace d'une deuxième vague se précise

Tous les clignotants sont repartis au rouge concernant la circulation du Covid-19.

On retrouve de nouveau de l'ARN viral dans les eaux usées de nos villes. SOS-Médecins et les généralistes voient de nouveau arriver des patientEs avec des signes de Covid-19, qui sont testés positifs, notamment des enfants après la reprise de l'école. Le taux de reproduction du virus, le RO, qui s'était effondré de 3,3 à 0,7 après le choc du confinement, est repassé au-dessus de 1 en moyenne sur tout le territoire. Dans la région rouennaise, il est déjà autour de 1,5. En Mayenne ou en Seine-Maritime, les structures de tests et les équipes de traçage des ARS sont au bord de la saturation.

« Relâchement » ?

À tous ceux qui feraient remarquer, à raison, qu'on est encore bien loin des urgences saturées et des lits de réanimation suroccupés des débuts de la première vague, la bonne réponse est : profitons-en – maintenant – pour utiliser à plein les armes à notre disposition (tests, masques, mesures barrières). Car si nous continuons comme aujourd'hui, nous savons quel est notre futur d'ici quelques semaines, sans même parler du début de l'hiver.

Les médias soulignent à juste titre la tentation du relâchement, notamment parmi la jeunesse, nous passent des images de soirées bondées sans mesures barrières. Beaucoup ont envie de profiter de l'été, ou sont plus préoccupés par les plans sociaux que par la pandémie. Mais peu de médias accusent



l'État et le gouvernement de ne pas nous préparer face à cette remontée. On nous avait promis 700 000 tests par semaine, on est plus près des 250 000. Seules les personnes symptomatiques sont testées, alors qu'il aurait fallu profiter de l'accalmie pour tester massivement toute la population, notamment celle qui est la plus à risque par son travail, son logement, ses déplacements (personnels des hôpitaux et des Ehpad, des collectivités, du transport, du commerce...). L'application Stop Covid est un échec, comme annoncé, là où il aurait fallu, dans le respect du secret médical, multiplier les équipes de traçage au plus près des habitantEs et des communautés. Alors que de plus en plus de scientifiques alertent sur la réalité d'une transmission

par aérosol du Covid-19, et donc du danger des lieux confinés, demandant instamment l'obligation du masque dans tous les espaces clos, le gouvernement rouvre Disneyland Paris, autorise le public lors du match de foot PSG-Le Havre, sous la pression des sponsors et de l'économie du foot, certes avec des mesures barrières, mais impossibles à respecter dans les queues avant le match.

Il n'est pas trop tard

Le prix plancher des gels et masques va être supprimé. Alors qu'il aurait fallu rouvrir des lits d'hôpitaux, embaucher massivement des personnels, former du personnel de réanimation, les directions d'hôpitaux sont de retour, les lanceurs d'alerte sont condamnés, comme

à l'hôpital psychiatrique de Sotteville-lès-Rouen. Là où il aurait fallu donner du pouvoir au personnel dans l'entreprise pour une nouvelle organisation protectrice face au virus et utile à la société, il n'y a que plans sociaux et chasse aux syndicalistes ou inspecteurEs du travail. Là où il aurait fallu diffuser rapidement les tests salivaires (sûrs, ne nécessitant pas d'écouvillon nasal mais un simple échantillon de salive, avec des résultats rendus en moins d'une heure, et pas une journée, permettant non seulement de multiplier les tests, mais de tester massivement avant un rassemblement, le train, l'avion...), ils ne sont pas remboursés et peu diffusés. Montée du Covid-19 d'un côté, relâchement des mesures barrières, retour de l'austérité et de la contre-réforme des retraites de l'autre, pour relancer la machine économique et les profits : explosif ! Et si l'on regarde le monde avec un peu de recul, l'Europe qui, globalement, avait pu avec le confinement casser la première vague de Covid-19, voit des reconfinements partiels en Galice, à Barcelone, à Leicester... Sans parler du reste du monde qui voit encore enfler la première vague. Un monde global dont nous ne sommes pas isolés (on pense aux patientEs venant d'Algérie, porteurs du Covid). C'est au mouvement social de faire entendre rapidement ses propres exigences : des tests rapides, massifs et gratuits, et pas seulement pour les personnes symptomatiques, mais en direction de tous les nœuds de communication de notre société, des moyens pour un traçage respectueux du secret médical et bien accepté, des moyens pour un isolement des porteurs du Covid-19, un bouclier social et sanitaire... Et, plus largement, du pouvoir sur nos vies pour décider. Il y a urgence, si nous ne voulons pas d'un deuxième confinement.

Frank Prouhet

SANTÉ Un « train » de mesures qui peut en cacher un deuxième... en pire

Arrivé au gouvernement après un mois de pseudo concertation dans la Santé, Jean Castex, Premier ministre du gouvernement Macron, vient abonder l'enveloppe du plan Ségur d'1,1 milliard d'euros supplémentaires, soit un total de 7,5 milliards d'euros.

Cette somme aura des contreparties...



de la colère qui ont eu lieu dans plusieurs hôpitaux, par plus d'une année et demie de lutte, et par la très forte pression de l'ensemble de la société, certainement pas grâce à cette mascarade du Plan Ségur. Bien évidemment, ces nouvelles mesures ont des contreparties qui vont être un véritable désastre sur les conditions de travail des

agentEs hospitaliers. Au nom d'une meilleure organisation du travail et sous la forme d'un chantage inique, cet accord impose à l'hôpital plus de flexibilité, avec une annualisation du temps de travail, qui remet de fait en cause les 35 heures, un forfait mensualisé d'heures supplémentaires sur la base d'une contractualisation individuelle, la

réduction à 11 heures de la durée de repos quotidien et une prime d'intéressement collectif « au service méritant » pour ne pas braquer certains syndicats. Le plan Ségur renvoie à des négociations par établissement, faisant éclater le cadre national de la fonction publique et renvoyant à des rapports de forces locaux, souvent défavorables. La mobilisation a permis les avancées, mais il n'en reste pas moins que les contreparties sont une véritable attaque contre les agentEs hospitaliers, et en rien une réponse à l'augmentation nécessaire des effectifs et encore moins à la fermeture des lits et de services qui se poursuivent. Accunement une réponse aux besoins de la population et des hôpitaux de proximité.

Seule la lutte de l'ensemble des salariéEs et de la population permettra de construire une réponse, les militantEs du NPA s'y emploieront.

Correspondante

À L'ÈRE DU COVID-19,



UN MONDE EN CRISES

OFFENSIVE DU VIRUS ET DU CAPITAL

Extrait de «Le capitalisme sur le fil du rasoir», publié sur À l'Encontre le 18 juin 2020.

L'une des caractéristiques essentielles de [la crise actuelle] est de diffracter l'économie, autrement dit de frapper inégalement ses différents segments. Les mesures globales sur le recul du PIB ne sont en effet qu'une moyenne d'évolutions très différenciées. Certains secteurs sont directement impactés par des mesures de fermeture pures et simples, notamment dans le commerce de détail non essentiel, d'autres le sont moins. Les calculs menés par l'OFCE¹ établissent qu'au niveau mondial la perte de valeur ajoutée irait de 47% pour la branche hébergement-restauration à 7% pour l'industrie agro-alimentaire, et 3% pour l'administration publique. Une autre étude² établit que ce sont les secteurs en amont dont l'activité recule le plus, autrement dit les secteurs les plus éloignés de la demande finale. Tout se passe donc comme si le virus «remonterait les filières» en passant de l'aval («la demande») à l'amont («l'offre»).

Hétérogénéité selon les secteurs et les pays

Les dégâts n'ont donc pas été infligés «équitablement». Par exemple, les secteurs de services les plus frappés emploient en

général beaucoup de main-d'œuvre, souvent à bas salaires, sur contrats précaires, pour qui le travail à distance est souvent impossible. Selon l'OCDE, plus d'un tiers des entreprises serait confronté à des problèmes de trésorerie après trois mois de confinement³. D'où des mesures de soutien (report des impôts, étalement des dettes, prise en charge d'une partie de la masse salariale). Mais une autre petite musique commence à poindre : la crise ne serait-elle pas une bonne occasion d'éliminer les entreprises «zombies» qui ne méritent pas de survivre ? Trois

économistes⁴ ont même suggéré que ce serait aux banques de décider de leur sort, ce qui permettrait selon eux «un triage efficace, en préservant les entreprises socialement viables sans subventionner les entreprises zombies». La même hétérogénéité apparaît entre pays. L'étude déjà citée de l'OFCE montre ainsi que le recul du PIB va de 36% pour l'Espagne à 12% pour le Japon. Mais il faut ici prendre en compte la transmission à travers les chaînes de valeur. Une étude évalue ainsi à un tiers environ la baisse du PIB résultant des chocs transmis par

les chaînes d'approvisionnement mondiales. Comme cette baisse a été en moyenne de 31,5%, «un pays qui n'aurait lui-même imposé aucun confinement, aurait enregistré une contraction moyenne de 11% de son PIB en raison des confinements dans les autres pays»⁵. C'est pourquoi on ne peut raisonner pays par pays.

Le virus et les famines frappent le Sud

Le nombre de cas a baissé en Europe, comme celui des décès. Mais il n'en va pas de même au niveau mondial où d'autres régions ont en quelque sorte pris

le relais, notamment l'Amérique latine et une partie de l'Asie. Cette extension de l'épidémie frappe de nombreux pays déjà confrontés à de redoutables difficultés économiques, qui sont encore aggravées par la crise actuelle : chute du prix des matières premières, fuite des capitaux, effondrement des taux de change, croissance de l'endettement. Pour ne prendre qu'un exemple, les pays d'Afrique dépensent plus dans le service de leur dette que pour la santé publique. À cela s'ajoute une crise alimentaire et sociale déclenchée par l'interruption des activités et aggravée par l'absence de revenus de complément, notamment en direction du secteur informel. Comme le dit l'ONG Grain, des millions de personnes sont forcées de choisir entre la faim ou le Covid-19⁶. L'offensive différenciée du virus interdit d'envisager une reprise équilibrée, autrement dit une reprise où tous les secteurs redémarreraient en même temps et au même rythme.

Sources de plus-value tarées

[...] Des sommes considérables ont été déversées pour compenser les effets de la crise. Il va de soi aussi que la gestion de la crise a fait apparaître d'énormes dysfonctionnements dont il faudra faire le bilan, et en tirer toutes les conséquences. Il n'empêche que le constat est clair : «le capitalisme» a accepté de tarir provisoirement ses sources de plus-value, et les autorités de manger leurs chapeaux.

Mais cette adoption incongrue de politiques hétérodoxes a son revers : tout sera fait, en temps voulu, pour combler le trou. C'est pourquoi il faut s'attendre à une réaction, où la violence des mesures prises sera de taille équivalente aux abandons que le capitalisme a dû consentir. Au risque de lui attribuer une personnalité, on pourrait dire qu'il va vouloir «se venger» de ce qu'il a été contraint de subir. Il y a aura bien une reprise «en V» mais ce sera plutôt celle des politiques néolibérales. Gilbert Achcar a parfaitement raison d'invoquer la tentative à venir «de faire porter aux travailleurs et travailleuses le fardeau de l'énorme dette contractée à présent, comme ils l'ont fait après la Grande Récession, en déprimant le pouvoir d'achat et la propension à dépenser de la population, entraînant ainsi le monde dans une aggravation majeure de la stagnation séculaire actuelle.»⁷

Michel Husson

1 – OFCE, «Évaluation de l'impact économique de la pandémie sur l'économie mondiale en avril 2020», 5 juin 2020.

2 – Jean-Noël Barrot, Basile Grassi, Julien Sauvagnat, «Sectoral effects of social distancing», mars 2020.

3 – Lilas Demmou et al., «Corporate sector vulnerabilities during the Covid-19 outbreak: assessment and policy responses», OCDE, 5 mai 2020.

4 – Olivier Blanchard, Thomas Philippon, Jean Pisani-Ferry, «A New Policy Toolkit Is Needed as Countries Exit COVID-19 Lockdowns», Peterson Institute for International Economics, juin 2020.

5 – Barthélémy Bonadio, Zhen Huo, Andrei Levchenko, Nitya Pandala-Nayar, «The role of global supply chains in the COVID-19 pandemic and beyond», Voxeu, 25 mai 2020.

6 – Grain, «Des millions de personnes forcées de choisir entre la faim ou le Covid-19», 19 mai 2020.

7 – Gilbert Achcar, «Auto-extinction du néolibéralisme ? N'y comptez point», À l'Encontre, 30 avril 2020.

TOUTS ÉGALIX DEVANT LA PANDEMIC



CONTRASTES ET LEÇONS ASIATIQUES

L'évolution de la pandémie est particulièrement contrastée en Asie où il est beaucoup plus difficile de comparer situations et politiques nationales qu'en Europe. Nous pouvons cependant tenter de dégager quelques lignes de réflexion, nécessairement parcellaires.

La dynamique nationale de l'épidémie varie considérablement au sein même des grands ensembles que sont l'Asie du Sud, l'Asie du Sud-Est et l'Extrême-Orient. Dans chacune de ces régions, des États ont contenu la pandémie, parfois remarquablement, ou ont failli, souvent dramatiquement. L'épidémie est notamment en plein développement en Indonésie (75 699 infections officiellement recensées, mais sous-évaluées, et 3 606 décès). Pourquoi de telles différences ?

Mesures radicales

Un premier élément de réponse concerne la rapidité avec laquelle les autorités ont réagi. Plus le délai a été important et plus l'épidémie est devenue virulente. Ce fut évidemment le cas en Chine, foyer initial, ce qui a ouvert la porte à la pandémie. Pékin porte ici une très lourde responsabilité, mais il n'est pas le seul. La pandémie a d'abord atteint l'Europe qui en est longtemps devenue le foyer principal. La plupart des États européens ont à leur tour réagi avec retard et, grâce à ce relais, la pandémie s'est diffusée dans les autres continents avec une puissance démultipliée par la densité des échanges propres à la mondialisation capitaliste.

Des pays qui ont pris des mesures radicales sans tarder ont pu contenir, voire éradiquer l'épidémie (et n'ont pas contribué à diffuser la pandémie). C'est notamment le cas du Vietnam avec 372 cas recensés, aucun décès et aucune nouvelle contamination pendant plusieurs semaines (quelques nouveaux cas journaliers actuellement). C'est aussi le cas de Taïwan avec 449 cas recensés et sept décès. La Thaïlande compte 3 220 contaminés, dont 58 décès; surtout, il n'y a aucune nouvelle contamination pendant plus de 45 jours (là aussi quelques nouveaux cas journaliers actuellement).

Comparons les taux de mortalité en Asie : 0,0 pour 100 000 habitantEs au Vietnam, 0,03 à Taïwan, 0,08 en Thaïlande, 0,33 en Chine, 0,39 en Malaisie, 0,46 à Singapour, 0,56 en Corée du Sud. En Europe : 10,50 au Danemark, 10,94 en Allemagne, 16,09 au Portugal, 23,11 en Suisse, 35,73 aux Pays-Bas, 35,97 en Irlande, 44,80 en France, 54,27 en Suède, 57,83 en Italie, 60,79 en Espagne, 67,50 en Grande-Bretagne et 85,64 en Belgique. Même en tenant compte des biais liés à la qualité des enquêtes épidémiologiques et de l'information officielle, ces chiffres sont parlants et le travail de suivi assuré par l'université Johns Hopkins fournit des références.

« Effet de loupe »

Autre point remarquable, le rôle joué par le modèle sanitaire de base. Les capacités de soins en réanimation d'un pays comme le Vietnam sont très faibles et pourtant, malgré des risques très élevés (échanges avec la Chine voisine), il présente le meilleur bilan. En effet, les mesures préventives de base ne sont pas complexes : tests, isolation des individus contaminés, suivi des personnes avec qui ils ont été en contact, masques, lavage de mains, désinfection. Au Sri Lanka, il n'y a eu pour l'heure « que » 11 décès pour 2 617 contaminations recensées. Cela s'explique par le fait que subsiste encore un système de santé publique très développé, malheureusement attaqué par les politiques néolibérales. Dans les pays qui ont jugulés ou contenu efficacement l'épidémie, les autorités publiques sont intervenues de façon cohérente, souvent en mobilisant des réseaux sociaux pour la mise en œuvre de politiques sanitaires – que ce soit le fait des gouvernements ou d'administrations agissant de façon plus ou moins autonome des pouvoirs politiques (le cas étonnant de la Thaïlande).

Le Covid a un « effet de loupe » : il met en lumière des réalités derrière les apparences. La France n'est plus une puissance, mais un pays impérialiste dépendant doté d'un



WIKIMEDIA COMMONS

régime autoritaire qui se refuse à associer des représentants des soignéEs et soignantEs à l'élaboration ou la mise en œuvre de sa politique sanitaire. Plus généralement, l'Occident n'est plus le mètre étalon du monde, y compris dans le domaine médical. Plus que jamais, une vision européocentrée conduit à des erreurs de jugement désastreuses. Quand nos gouvernants ont-ils réalisé que la pandémie représentait un danger ? Quand l'Italie a été frappée; ils sont restés aveugles à ce qui se passait en Asie. Ont-ils cherché à apprendre des expériences asiatiques ? Ils les ont surtout dénigrées.

Le problème ne date pas d'aujourd'hui, comme le relève Pascale Brudon, qui représentait l'Organisation mondiale de la santé au Vietnam lors de l'irruption du Sras de 2003. À cette époque, l'OMS jouait encore un rôle de coordination

internationale efficace et de nombreuses équipes nationales sont venues sur place aider et apprendre de cette crise... mais quasiment personne de France. Interviewée par *Mediapart* (le 6 avril 2020), elle se déclarait « effarée par la manière dont les dispositifs de santé publique ont dysfonctionné [en France], alors qu'on a déjà connu des épidémies importantes. Lorsque l'OMS a sorti fin janvier la liste de l'augmentation des cas pays par pays, il était encore temps de réagir. Il y a vraiment eu des signaux qui n'ont pas été entendus. »

Risques de rebond

Là où l'épidémie n'est pas éradiquée, le risque d'un rebond existe. La Corée du Sud vient d'en faire la douloureuse expérience. Les Sud-Coréens ont en effet décidé de passer leurs vacances dans leur pays, plutôt que de voyager à l'étranger...

et le virus s'est à nouveau propagé. Tant que la pandémie mondiale n'est pas jugulée et que l'on ne possède ni traitement efficace ni vaccin, le risque de reprise des épidémies existe, même là où elle a été jugulée.

La pandémie ne peut être combattue qu'à l'échelle mondiale. Or, Trump veut, au nom de l'unilatéralisme, porter le coup de grâce en s'en retirant à une OMS déjà otage des conflits de puissances. L'épicentre du conflit géopolitique entre Pékin et Washington se situe dans le théâtre d'opérations Indo-Pacifique où chaque État est sommé de choisir son camp. Ainsi, l'Australie a décidé de faire barrière à la Chine. Nous n'allons pas vers plus de coopération, mais plus de tensions, en Asie tout particulièrement. De quoi faire le bonheur de la pandémie!

Pierre Rousset

LES AMÉRIQUES LATINES AU CŒUR DE LA TEMPÊTE

Entretien avec l'économiste Pierre Salama.

Tu viens de terminer un livre qui sera publié à la rentrée sous le titre « Contagion virale, contagion économique, risques politiques en Amérique latine » (éditions du Croquant)¹. Dans un texte récent pour la revue *Contretemps*, tu soulignais déjà à quel point la pandémie est révélateur des inégalités et des fractures de la région, peux-tu faire un bref panorama de la situation ? Tous les pays latino-américains se caractérisent par une tendance à une stagnation économique de longue durée de leur PIB qui s'explique fondamentalement par des inégalités de revenus extrêmement importantes, par une vulnérabilité accrue due à un retour vers une spécialisation internationale centrée sur la vente de matières premières, par un recul de l'État dans l'activité économique et, enfin, par une désindustrialisation prononcée. Avant même l'arrivée du virus, certains pays étaient déjà soit en très forte crise (le Venezuela), soit en récession (Mexique) soit en léthargie (Brésil après avoir connu une forte crise pendant deux ans en 2015-2016), soit enfin en ralentissement (Pérou, Colombie, Chili). Cette situation les fragilise tant d'un point de vue structurel que conjoncturel et les rend peu préparés pour résister à une pandémie. La pandémie est arrivée dans ce contexte économique de très forte vulnérabilité : elle n'a pas provoqué la crise économique que connaît l'Amérique latine depuis le début de l'année 2020, elle l'a précipitée. Le SRAS-CoV-2 déploie

ses effets sur des pays affaiblis par des décennies de croissance lente, des niveaux de pauvreté élevés malgré une baisse au début des années 2000, des infrastructures sanitaires la plupart du temps peu à la hauteur face au déchainement de la pandémie.

Les pauvres se concentrent dans des emplois informels, non protégés et constituent la population la plus vulnérable. Le confinement dans les quartiers misérables est difficile et la pandémie peut s'y répandre très rapidement. Difficile pour toute une série de raisons : la forte promiscuité, l'accès à l'eau pas toujours aisé, l'accès aux soins le plus souvent difficile alors que la comorbidité est forte chez les pauvres (obésité due à la malbouffe, diabète, problèmes cardiaques) et, enfin, la nécessité de travailler et de s'exposer ainsi à la contagion du virus. Mourir par le virus ou mourir de faim est un choix entre Charybde et Scylla si des politiques d'aide du gouvernement ne sont pas décidées à un niveau suffisant. Ce qu'elles ne sont pas, mais à des degrés divers selon les pays, l'Argentine étant la plus « généreuse » parmi les grands pays, tant du point de vue des revenus versés que de l'interdiction des licenciements pour les salariéEs ayant des emplois formels (à peu près la moitié des emplois du privé).

La figure de Bolsonaro cristallise toujours un peu plus ce qu'il y a de pire dans le contexte actuel



WIKIMEDIA COMMONS

en Amérique latine. Depuis de nombreuses années, tu travailles particulièrement sur le Mexique, l'Argentine et le Brésil : défis communs, tendances et différences en termes politiques et sociaux, selon toi, dans ces trois pays ?

Décider une politique économique qui fait fi des contraintes budgétaires, accepter le creusement des déficits peut aider à limiter le nombre de décès, aider les personnes les plus démunies à survivre et préparer à une reprise économique. Une telle politique est nécessaire, mais non suffisante. L'état le plus souvent dégradé des infrastructures sanitaires, l'insuffisance des moyens empêchent d'endiguer le nombre de décès et le creusement des inégalités

avec la montée en puissance de la crise économique et la baisse des recettes fiscales qu'elle génère. Refuser de faire un diagnostic lucide de ce qu'est cette pandémie (une « gripette » pour Bolsonaro ou une maladie qu'on pourrait contrôler avec une amulette pour Lopez Obrador au Mexique), militer pour une reprise du travail avant même que le pic de la pandémie ne soit atteint, s'opposer à des ministres et à des gouverneurs d'États fédérés ayant confiné, est tout simplement criminel. C'est ce que fait Bolsonaro en s'appuyant sur les évangéliques, la plupart pauvres, mais c'est aussi ce qu'a fait Lopez Obrador en décrétant que les entreprises travaillant pour les États-Unis sont « stratégiques »,

obéissant ainsi aux injonctions de Trump. Ce n'est pas ce que font les gouvernements argentins et péruviens, sans pour autant beaucoup de succès, notamment au Pérou.

Du point de vue des classes populaires et des alternatives démocratiques, quels scénarios de sortie de crise alors que les Latino-américainEs ne voient toujours pas la fin du tunnel de cette dramatique première vague pandémique ?

Je ne suis pas de ceux qui pensent que l'histoire suit un chemin inéluctable, il y a des bifurcations d'ordre économique et politique toujours possibles. Paraphrasant Marx : « les hommes font librement leur histoire mais dans des conditions qui ne sont pas librement décidées par eux ». Autrement dit, il y a de la marge entre l'idéalisme et le déterminisme. L'histoire qui se fait est à la fois le produit de cet idéalisme des être humains, de leur volonté, et du déterminisme des lois économiques. C'est pourquoi, malgré des tendances lourdes vers certaines formes d'« illibéralisme » et d'autoritarisme à la hongroise, des menaces de coups d'État militaires aidés par le poids croissant des églises évangéliques, je crois qu'il y a encore des possibilités de sortir par le haut. Juste avant l'arrivée de la pandémie, l'onde de choc de la droite se tassait et une dynamique de gauche réapparaissait tant au Chili qu'en Argentine, voire au Brésil et au Mexique, avec des mobilisations sociales de plus en plus importantes. Compte tenu de leur plus grande vulnérabilité, les classes pauvres sont en attente

de réponses immédiates, voire « miraculeuses ». Il y a un besoin urgent d'espoir. Certains d'entre eux le cherchent dans les enseignements des églises évangéliques auxquelles leur appartenance est massive. Ils peuvent être ainsi sensibles aux discours d'hommes politiques souvent d'extrême droite désignant des boucs émissaires. Au Brésil, Bolsonaro dénonce démagogiquement tous ceux qui les « empêchent d'aller travailler » et proposent le confinement. Et, effectivement, malgré l'ampleur du désastre sanitaire et tous ses propos racistes et homophobes, Bolsonaro conserve un appui populaire réel, certes minoritaire mais important, un peu comme Trump aux États-Unis.

Pour la gauche, cela signifie qu'elle doit changer de logiciel. Elle doit avoir un discours qui parle aux classes populaires, alors que malheureusement une grande partie des militants s'en tiennent à des discours qui restent abstraits et éloignés du quotidien des grandes majorités. Les mobilisations sur le pouvoir d'achat, contre la misère et contre le chômage sont urgentes. Si on ne répond pas aux questions essentielles qui se posent aux exclus et aux appauvris par la crise, on risque alors de ne pouvoir sortir par le haut de cette crise, laissant le champ aux droites radicales.

Propos recueillis par Franck Gaudichaud

1 – Pierre Salama vient également de publier avec l'économiste marxiste Mylène Gaulard, une synthèse très utile : *L'économie de l'Amérique latine*, Bréal, 2020.

QUEL MOYEN-ORIENT APRÈS LE COVID-19?

La pandémie de Covid-19 a approfondi les problèmes socio-économiques de la région, mêlées à celles de la chute des prix du pétrole en mars 2020, tandis que les régimes autoritaires ont souvent profité des mesures de confinement pour renforcer la répression contre les activistes et les mouvements de protestation.

De nombreux États ont saisi l'occasion de la crise pour imposer des (nouvelles) mesures d'austérité. En Arabie saoudite, la population a été confrontée à la fois à des réductions de subventions, avec l'élimination de l'allocation pour le coût de la vie et à une augmentation des impôts due à la forte augmentation de la TVA de 5 à 15%. En même temps, cela n'a pas empêché le fonds souverain du royaume saoudien d'investir plus de huit milliards de dollars depuis le début de la crise du Covid-19 dans des mastodontes de l'économie mondiale, de Boeing à Facebook.

L'Arabie saoudite et les autres monarchies du Golfe ont en effet d'énormes ressources financières sur lesquelles s'appuyer, qui leur permettent d'atténuer les effets de la crise économique mondiale.

Crise économique et sociale

L'impact sur les pays exportateurs de pétrole à forte population et d'autres pays est néanmoins beaucoup plus profond avec un renforcement de leurs nombreux problèmes économiques.

Dans certains pays comme la Syrie, l'Iran et le Liban, les monnaies nationales ont atteint leur niveau le plus bas avec des dégringolades sans précédent, affectant



massivement le pouvoir d'achat des classes populaires. Le gouvernement libanais a annoncé en mars être en défaut de paiement. Le pays croule sous un endettement de 81 milliards d'euros – soit environ 170% de son produit intérieur brut (PIB). La proportion des Libanais vivant sous le seuil de pauvreté a dépassé les 50%, un chiffre évalué à 30% avant la crise du Covid-19. L'Irak a également annoncé des mesures d'austérité et des coupes dans les salaires et les pensions. L'économie du pays dépend des ventes d'hydrocarbures, qui représentent 99% des exportations et 93% des recettes du pays. Selon la Banque mondiale, 2020 s'annonce comme la pire année pour l'Irak depuis l'invasion et l'occupation états-unienne de 2003.

En Syrie, le taux de pauvreté dépasse dorénavant les 90% et fait face à une crise humanitaire profonde avec 11,7 millions de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire. Au Yémen, la pauvreté, qui touchait la moitié des 29 millions d'habitants avant le conflit, concerne maintenant 71 à 78% de la population, avec plus de 80% de la population au bord de la famine et 14,3 millions en besoin urgent d'aide. Les femmes sont les plus touchées. Dans les territoires occupés palestiniens, le nombre de foyers pauvres devrait passer à 30% en Cisjordanie et 64% à Gaza, comparé à 14% et 53% avant la pandémie. En même temps, l'état raciste et colonial d'Israël maintient ses velléités d'annexion de larges territoires de la Cisjordanie.

TravailleurEs attaqués

La structure de la force de travail de nombre de ces pays est une autre question à prendre en considération. Les mesures de confinement et/ou restrictives mises en place par la majorité des États du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord n'ont pas été une option viable pour la grande majorité des classes populaires et paupérisées. Celles-ci travaillent dans le secteur informel ou sont dépendantes de salaires journaliers incertains sans aucune protection sociale.

Il faut aussi prendre en compte la précarisation d'autres secteurs de travailleurE. En effet, nombre d'entre elles et eux ont vu leur salaire baisser massivement faute de systèmes sociaux développés permettant des compensations financières significatives.

De même, dans de nombreux pays du Moyen-Orient, les travailleurEs étrangers soumis aux systèmes « kafala », qui les privent de leurs droits civils et humains fondamentaux, ont été la cible de campagnes racistes, emprisonnés dans des centres de détention et/ou expulsés illégalement vers leurs pays d'origine. Ces personnes ont été abandonnées à la merci de la pandémie du Covid-19, sans aucun accès aux soins médicaux.

Un dernier élément à considérer est la nature mondiale de la pandémie qui affecte négativement l'économie internationale dans son ensemble, et donc les fonds extérieurs envoyés dans de nombreux pays. Le montant des envois de fonds envoyés par les travailleurEs

vivant dans des pays étrangers, en particulier dans les monarchies du Golfe, a diminué sensiblement en raison des réductions généralisées et de la stagnation des secteurs de l'économie et des fermetures de frontières.

Des mouvements de protestation continus mais en difficulté

La pandémie a permis aux États de la région d'imposer des mesures de confinement, non pour des raisons sanitaires ou par volonté de protéger la santé des classes populaires, mais pour mettre fin aux mouvements de contestation. Les pouvoirs autoritaires ont d'ailleurs ciblé des médias et arrêté des activistes qui mettaient en doute les bilans officiels de contaminations du Covid-19, tout en brandissant la menace de lourdes amendes et peines de prison pour les contrevenantEs aux mesures de confinement.

Les manifestations et actions de résistance populaire sont néanmoins de retour, et réitèrent leurs demandes de changements radicaux face à une aggravation des problèmes socio-économiques et au renforcement des politiques autoritaires.

En Syrie, des manifestations populaires ont éclaté dans les régions de Sweida, Daraa ainsi qu'aux abords de la capitale Damas, dans la ville de Jaramana. Elles dénoncent la cherté de la vie et exigent la chute du régime d'Assad ainsi que le départ de ses alliés, la Russie et l'Iran. Le slogan principal des

manifestantEs est « *Nous voulons vivre* », comme un appel pour plus de justice sociale et de démocratie. En Tunisie, plusieurs dizaines de milliers de travailleurEs de la santé étaient en grève le 18 juin pour réclamer une amélioration de la gestion de l'hôpital public, plus d'investissements et de meilleures conditions de travail. Les mobilisations se poursuivent dans le secteur avec un nouvel appel à la grève au 15 juillet. En même temps, dans la ville de Tataouine, dans le sud du pays, des manifestations massives ont eu lieu pour dénoncer la marginalisation et la misère que subissent les habitantEs. Le taux de chômage atteint 30%, le double de la moyenne nationale.

Au Liban, en Algérie et en Irak, les mouvements de protestation populaire et les activités militantes ont repris après plusieurs semaines d'arrêt, parfois même avant la fin officielle du confinement. Au Maroc, des manifestations ont également éclaté dans la ville de Tamassint, dans le Rif, pour dénoncer le retard dans les aides sociales et réclamer des droits, l'arrêt des arrestations arbitraires et la libération des prisonnierEs politiques.

Les capitales régionales avec leurs soutiens impérialistes estiment qu'elles peuvent maintenir leur domination despotique en recourant en permanence à une violence massive contre leurs populations. Cela est voué à l'échec, comme les explosions de protestations populaires régionales continuent à le démontrer.

Joseph Daher

L'AFRIQUE À L'ÈRE DU COVID-19

Le Covid-19 n'a fait qu'aggraver la crise économique, sociale et alimentaire que connaît l'Afrique. Une détérioration qui frappe de plein fouet les populations, notamment les plus précaires.

La situation d'avant l'apparition de l'épidémie du Covid-19 en Afrique était marquée par un affaiblissement de son économie, conséquence de l'effondrement des marchés des produits de base sur la période 2014-2015. Ainsi, l'exportation des matières premières sur laquelle est fondée l'économie dans beaucoup de pays a connu des crises importantes. C'est évidemment le cas pour les pays exportateurs de pétrole, mais aussi pour la Zambie et la République démocratique du Congo pour le cuivre ou la Guinée pour la bauxite. L'extrême dépendance de ces pays aux multinationales implique une volatilité de leurs revenus. Les crises que connaissent les pays riches sont démultipliées en Afrique avec des conséquences dramatiques pour les populations en l'absence de marges de manœuvre budgétaires mais aussi de protection sociale.

Récession

La crise du Covid-19 ne fait évidemment qu'accentuer cette situation. Le FMI prévoyait en avril un recul du taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) de 1,6% tandis que la Banque mondiale tablait sur des chiffres supérieurs, entre 2,1% et 5,1%. Le FMI vient de revoir sa copie en juin et annonce désormais une récession de 3,2%, ce qui se

rapproche des pronostics pessimistes de la Banque mondiale. Le directeur régional de l'AFD (Agence française de développement) en Afrique de l'Est, dans une tribune intitulée « *Afrique de l'Est : ce qui doit changer après le Covid-19* »¹ montre que « *les liens commerciaux intra continentaux ont été plus fragilisés que les liens internationaux* ». L'auteur rend les gouvernements et les administrations responsables, ce qui est vrai, mais il ne se pose pas une seule fois la question de l'origine d'une telle situation.

Cette dépendance de l'Afrique aux pays riches est la conséquence de siècles de politiques coloniales puis impérialistes. L'Europe a imposé à l'Afrique une économie de rente, la cantonnant à un rôle de simple réserve de matières premières au détriment du développement de son marché régional. Depuis, les pays industriels USA et Chine en tête profitent de cette division des rôles à l'échelle mondiale. Il ne faut pas compter sur un changement de politique des pays riches pour promouvoir le développement d'une économie locale répondant en partie aux besoins des populations malgré les discours que l'on nous rabâche depuis des années.

En France, l'institut Montaigne, un think tank libéral, a publié une analyse de la situation des

entreprises françaises en Afrique. Au-delà des poncifs que l'on peut trouver dans ce type d'étude, cet institut voit comme principal danger que les entreprises françaises ratent la reprise économique : « *Avec la vingtaine d'entreprises mobilisées pour l'élaboration de la note de l'Institut Montaigne, nous en sommes arrivés au constat que le risque principal est de rater la reprise de l'activité : il faut aller vite tout en garantissant la sécurité.* »² Déjà, dans l'agroalimentaire, les firmes européennes se préparent. Profitant des subventions de l'Europe, les entreprises laitières stockent le lait invendu sous forme de poudre pour tenter de l'écouler en Afrique de l'Ouest. Le principe est le suivant : « *Avec les matières grasses du lait, un certain nombre d'industriels produisaient du beurre qu'ils vendaient à de très bons prix, et le lait écrémé en poudre qui restait était ensuite réengraissé avec de l'huile de palme et vendu dans des pays émergents à des prix plus faibles que leur lait local* ».

Une pratique qui met en crise le secteur d'élevage déjà durement touché par les conflits armés sur le continent.

Le poids de la dette

La dette est un autre exemple de l'étranglement économique de l'Afrique. Il est vrai que les responsables d'institutions financières ou politiques africains pendant la crise du Covid-19 ont fait plutôt profil bas. Au lieu d'exiger l'annulation de la dette, dont le remboursement grève les budgets nationaux, ils ont simplement

demandé un moratoire, c'est-à-dire une suspension temporaire du remboursement de la dette, alors que dans le même temps les pays riches annonçaient le déblocage de centaines de milliards d'euros pour relancer l'économie, notamment à travers des aides massives aux grandes industries.

Un moratoire, qui de toute manière ne s'applique pas à la totalité de la dette et, comme l'indique la presse spécialisée : « *L'Afrique devra trouver les moyens en devises pour rembourser les créanciers non bilatéraux. Ce sont des investisseurs privés qui ont fait des placements sur les eurobonds et autres emprunts bancaires effectués par les pays de la région.* »⁴

Dans un de ses articles, le CATDM – le comité pour l'abolition des dettes illégitimes – faisait remarquer que la part du remboursement de la dette occupait 7,8% du PIB en moyenne dans les pays à faible revenu, alors que les dépenses de santé seulement 1,8% du PIB³. Quant à la situation alimentaire, elle était déjà difficile puisqu'à la fin de l'année 2019, 73 millions de personnes étaient victimes de malnutrition. Frappées par l'invasion massive des criquets qui faisait suite à trois années de sécheresse, une grande partie des récoltes en Afrique de l'Est a été détruite, menaçant une dizaine de millions de personnes. Pour des pays comme la République de Centrafrique, le Sud Soudan ou la Somalie, la situation est aussi très critique du fait de la permanence des conflits armés. L'épidémie du virus du Covid-19 a attisé les



problèmes de nutrition et créé des tensions dans d'autres régions, frappant les populations les plus précaires. En effet l'ONU fait état « *des pics de la faim en Afrique de l'Ouest et centrale, où le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire a bondi de 135%, de même qu'en Afrique australe, où l'on enregistre une hausse de 90%* »⁶. La crise du Covid-19, en Afrique comme ailleurs, montre la nécessité de réorienter l'économie pour répondre aux besoins sociaux des populations. Un tel changement implique une volonté politique qui n'est pas plus présente dans l'agenda des dirigeants africains et des pays riches aujourd'hui qu'hier. Seule solution, l'irruption massive des peuples sur la scène politique.

Paul Martial

1 – Christian Yoka, « *Afrique de l'Est : ce qui doit changer après le Covid-19* », 30 juin 2020, en ligne sur <https://www.jeuneafrique.com/1008227/economie/tribune-afrique-de-lest-ce-qui-doit-changer-apres-le-covid-19/>.

2 – Jean-Michel Huet, « *Entreprises françaises en Afrique et Covid-19 : "Aller vite tout en*

garantissant la sécurité" »³, 3 juillet 2020,

en ligne sur https://www.lepoint.fr/afrique/entreprises-francaises-en-afrique-aller-vite-tout-en-garantisant-la-securite-02-07-2020-2382822_3826.php.

3 – « *L'Afrique de l'Ouest et le Sahel tentent d'éviter une crise laitière venue d'Europe* », 30 juin 2020, en ligne sur https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/06/30/l-afrique-de-l-ouest-et-le-sahel-tentent-d-eviter-une-crise-laitiere-venue-d-europe_6044670_3212.html.

4 – « *Report du remboursement de la dette : un soutien du G20 difficile à accepter pour beaucoup de pays africains* », 11 mai 2020, en ligne sur <https://www.agencecofin.com/finance/1105-76505-report-du-remboursement-de-la-dette-un-soutien-du-g20-difficile-a-accepter-pour-beaucoup-de-pays-africains>.

5 – « *Effet d'annonce, mensonge et omission sur les dettes africaines, Macron mise sur le Club de Paris* », 1^{er} juillet 2020, en ligne sur <http://www.cadtm.org/Effet-d-annonce-mensonge-et-omission-sur-les-dettes-africaines-Macron-mise-sur>.

6 – « *Les effets de la Covid-19 aggravent la faim chez les plus vulnérables, alerte l'ONU* », 1^{er} juillet 2020, en ligne sur <https://www.un.org/fr/coronavirus/articles/hunger-worsening-for-vulnerable-population>

LE NOUVEAU TRIANGLE DES DROITES D'EUROPE CENTRALE À L'ÈRE TRUMP-ORBÁN-NETANYAHOU

Le 8 juillet 2020 était retransmise une visio-conférence de Viktor Orbán, Janez Janša et Aleksandar Vučić et respectivement chefs des gouvernements de Hongrie, Slovénie et Serbie. Le modérateur, François-Xavier Bellamy, était le chef de file au Parlement européen (PE) de la droite française Les Républicains (LR), dont le parti est, comme celui du dirigeant hongrois et slovène, membre du Parti populaire européen (PPE). Ils ont défendu une Europe « sans censure » qui se protège des « étrangers » (et LGBT).

Dans le contexte de profonde crise des alternatives socialistes, l'adhésion à l'UE vue de l'Est est souvent apparue aux populations comme associée à des droits et préférable à une périphérisation externe absolue : c'est en Pologne ou en Hongrie que l'on trouve encore aujourd'hui les taux les plus élevés (plus de 70 %) de soutien populaire à l'adhésion à l'UE... En même temps, la dégradation sociale et la corruption associées aux privatisations opaques s'est retournée rapidement contre les partis qui les avaient organisées dans la première décennie de « transition post-communiste ». C'est pourquoi, dix ans après la chute du Mur, en 1999 – à l'issue d'une intervention de l'OTAN (sur la question du Kosovo) qui s'avéra elle aussi très déstabilisatrice dans la région, l'Union européenne (UE) décida de tenter de stabiliser la situation en offrant aux partis « libéraux » l'accélération d'un « retour à l'Europe » (« civilisée ») : il s'agissait d'un choix politique visant à s'opposer à la fois au passé communiste et aux divers nationalismes identifiés comme « pro-russe » dans la décennie Poutine. La première

vague d'élargissement à l'Est de l'UE pour les PECO (Pays d'Europe centrale et orientale) se concrétisa donc en 2004 notamment pour la Hongrie et la Slovénie. Dès 1999, cette ouverture s'accompagna d'un « plan de stabilisation » pour les Balkans de l'Ouest déclarés « candidats potentiels » dans le but de les arrimer à l'UE – ce qui incluait notamment la Serbie post-Milosevic. L'ensemble produisit au début des années 2000 une flambée de croissance par endettement (avec ouvertures de filiales des banques occidentales à l'est), l'envolée des IDE (investissements directs étrangers) attirés par le « dumping social et fiscal ».

La crise de 2008-2009 et l'ouverture d'une nouvelle phase de polarisations opaques

La crise bancaire et financière de 2008 puis la récession de l'UE frappa durement l'Europe de l'Est. Elle mit fin au discours de « rattrapage » remplacé désormais par celui d'austérité. Cette nouvelle phase fut et reste marquée par de multiples explosions sociales. Mais aux illusions sur un « vrai » capitalisme (s'opposant à la corruption et aux privatisations

opaques) s'ajoutaient la difficulté de faire émerger des alternatives progressistes crédibles.

Le succès de nouveaux « populismes » de droite exprima le rejet des forces identifiées à « gauche » et/ou « libérales » qui avaient porté les privatisations conditionnant l'adhésion à l'UE. Celle-ci était rejetée par les nouveaux conservateurs comme une « civilisation décadente » tolérant l'avortement et l'homosexualité en même temps que (pour les uns) dominée par les juifs ou (pour les autres) envahie par les musulmans. La Hongrie de Orbán (et son parti, le Fidesz) va faire école.

La dite « crise des réfugiés » en 2015 radicalisa et unifia largement les discours avec un axe dominant islamophobe compatibles avec l'antisémitisme : le riche juif Soros stigmatisé en Hongrie ne finançait-il pas des ONG soutenant les immigrés musulmans ? D'improbables rencontres se multiplièrent entre Orbán et Netanyahu à l'ère de Trump et de l'ethnisation des politiques « libérales » se protégeant des étrangers². Mais les doutes sur l'avenir de l'OTAN, les difficultés du Brexit, et la montée de courants de droite au sein de l'UE



infléchirent les orientations : avec ou sans euro, c'est l'axe sociétal conservateur et anti-migrant qui allait émerger, avec la dimension autoritaire. Parallèlement la diplomatie hongroise virait en faveur de la Russie de Poutine, frappée de sanctions européennes après la crise ukrainienne de 2014, ce qui, à son tour, a encouragé le rapprochement avec la Serbie dominée par Aleksandar Vučić : on a là tous les ingrédients de la conférence de presse triangulaire.

Un nouvel équilibre des forces dans l'UE ?

Aleksandar Vučić et son parti initialement ancré dans l'extrême

droite nationaliste serbe dite « pro-russe » est devenu le nouvel homme fort d'un pays négociant désormais l'adhésion à l'UE comme tous les autres pays des « Balkans de l'Ouest ». Mais cela ne l'empêcha pas de s'opposer aux sanctions envers la Russie. Il joue aujourd'hui sur tous les tableaux (y compris Trump, prônant un découpage ethnique au Kosovo). En plein regain de pandémie, il est accusé par son opposition d'exploiter celle-ci pour la museler sans cesse davantage.

Les trois dirigeants se sont plaints de stigmatisations – lorsqu'ils vantent les soutiens reçus de

Chine (plus vite que de l'UE) face à la pandémie, ou encore lorsqu'ils ne font qu'exprimer, disent-ils, « comment vivre ». Le dirigeant slovène a déclaré : « La principale menace pour notre continent, c'est le marxisme culturel » qui chercherait à démanteler la nation et la famille³. Mais tout comme le dirigeant hongrois, il préconise d'élargir l'Union aux États du partenariat oriental. De son côté, l'UE jongle avec des logiques de « stabilocratie » régionales qui la poussent à soutenir le régime d'Aleksandar Vučić, en dépit des mobilisations sociales qui s'y opposent depuis des mois : c'est jouer la carte des relations entre Belgrade et Pristina, d'une part, et celle du contrôle des migrants aux portes de l'UE sur la « route des Balkans ».

Catherine Samary

1 – Lire Corentin Liotard, « Ne nous dites pas comment vivre », *Le Courrier d'Europe centrale*, 8 juillet 2020.

2 – Lire Catherine Samary, « Xénophobie et racisme : un enjeu stratégique central pour la gauche à l'ère Trump-Orbán-Netanyahu », *Contretemps-web*, 11 octobre 2018, en ligne sur <https://www.contretemps.eu/xenophobie-racisme-enjeu-strategique/>.

3 – Lire les articles sur la Slovénie dans *Inprecor* n° 674-675 (mai-juin 2020).

« MENER LE COMBAT SOCIAL, C'EST MENER UNE LUTTE ÉCOLOGIQUE »

Extrait de « *Pandémie, capitalisme et climat* », conférence de Daniel Tanuro publiée sur *Contretemps*¹.

François Gemenne² n'a pas tort quand il déclare que la crise du coronavirus est une catastrophe climatique³. Car le discours qu'on a nous tenir est celui de la priorité à l'économie, à la relance, en prenant le prétexte de l'emploi. Donc, pour relancer l'économie, il faudra amoindrir les objectifs climatiques, assouplir des réglementations environnementales jugées comme trop rigides, etc. Mais François Gemenne n'a pas raison non plus, car tout cela n'est pas dû au coronavirus, au contraire cette crise aujourd'hui nous prouve qu'on pourrait réduire assez radicalement les émissions de CO₂ d'environ 7 % par année à condition de produire et de transporter moins de marchandises sur la planète. Le danger ne vient pas de la crise du coronavirus mais de la réponse capitaliste à cette crise du coronavirus, et il est d'autant plus grand que cette crise sert de prétexte ou



de paravent pour répondre à une crise économique qui avait commencé avant la pandémie.

Emploi vs environnement ?

Nous devons nous préparer à une attaque très dure car ils vont mettre en balance, comme c'est très souvent le cas dans le capitalisme, l'emploi d'une part et la défense de l'environnement d'autre part. Cependant il y a une contradiction très importante dans cette volonté d'offensive : c'est que la volonté de relancer et de donner la priorité au capital et à sa rentabilité va à à

l'encontre du sentiment de la population qui pense que nous sommes allés trop loin avec l'économie, le profit, qu'on a oublié le social, la santé, les soins aux gens. Cette contradiction constitue un obstacle majeur pour l'offensive capitaliste que les gouvernements veulent mener. Parce que prendre soin à la lumière de la crise de la pandémie, cela prend un contenu très concret aujourd'hui. Il s'agit d'éviter d'autres pandémies qui pourraient être plus graves et qui auraient la même origine dans la destruction des écosystèmes.

L'écologie contre les pandémies

La conclusion coule de source, si nous voulons éviter d'autres pandémies, il faut sortir de l'agro-business, de l'élevage industriel, il faut arrêter la déforestation, il faut une réforme urbaine de longue haleine qui déconstruise toutes ces mégapoles et qui construise des villes plus interconnectées avec des milieux naturels ou semi-naturels. Pour lutter contre les pandémies il faut surtout de l'eau propre, à laquelle des centaines de millions de gens n'ont pas accès.

L'eau doit être publique et ne pas servir à irriguer les plantations agro-industrielles. De même, si on veut instaurer des systèmes de santé robustes, capables de faire face aux nouvelles pandémies de l'Anthropocène, il faut les refinancer radicalement. Pour cela, il faut faire payer les actionnaires, et annuler la dette dans les pays du sud. Quarante-six pays consacrent plus d'argent aux intérêts sur la dette qu'aux soins de santé. L'annulation de la dette est une condition sine qua non de lutte contre les pandémies.

Il y a aussi le changement climatique lui-même. On sait que la fonte du permafrost va fort probablement libérer des virus ou des bactéries anciens qui vont se répandre par le biais des ouvriers qui travaillent dans des mines des régions concernées. C'est pourquoi il faut absolument respecter l'objectif fixé à Paris de 1,5°C de réchauffement maximum, donc socialiser l'énergie et la finance.

Le social et l'écologique coïncident

Bref, il s'agit de tirer sur le fil du « prendre soin » – une thématique développée par les (éco)féministes – pour dévier l'ensemble des objectifs

anticapitalistes. Il s'agit de reformuler l'alternative écosocialiste en partant de ce point de vue-là, en partant de ce changement majeur qui est qu'aujourd'hui les gens tirent de la crise la conclusion qu'il faut donner une priorité beaucoup plus forte à la santé, au bien-être, au prendre soin et qu'il faut pour cela mettre les moyens sur la table. Cela représente un tournant stratégique majeur, car depuis des décennies les écosocialistes sont confrontés à un problème : la lutte écologique, bien que sociale à long terme, apparaît comme en contradiction avec le bien-être social à court terme. Ici, avec ce changement majeur, l'irruption du « prendre soin », les deux problématiques se superposent, le social et l'écologique coïncident : mener le combat social c'est mener une lutte écologique.

C'est ce tournant qu'il faut essayer de saisir et dont il faut voir l'opportunité. Cela a des conséquences immédiates et il faut commencer maintenant ce combat, en luttant contre ce système et les projets productivistes comme la 5G, en luttant pour que la santé soit mise définitivement hors du marché et qu'elle soit refinancée, que l'industrie pharmaceutique soit confisquée, que les banques soient socialisées, etc.

Daniel Tanuro

1 – En ligne sur <https://www.contretemps.eu/pandemie-capitalisme-et-climat/>

2 – Membre du GIEC et coauteur de *L'Atlas de l'Anthropocène*, Paris, Presses de Sciences Po, 2019.

3 – « Pourquoi la crise du coronavirus est une bombe à retardement pour le climat », *Le Soir*, 20 mars 2020

PÔLE EMPLOI

Non au licenciement de Yann Gaudin

Quand un agent de Pôle emploi est licencié pour avoir informé les chômeurEs de leurs droits.

Quand unE chômeurEs s'inscrit à Pôle emploi, la direction demande aux agentEs de lui expliquer ses « droits et devoirs ». Mais, bien sûr, c'est à géométrie variable. Du côté des devoirs : accepter d'être convoqué tous les quatre matins même si on ne vous propose rien ; accepter qu'on vous fasse la morale si vous ne faites pas d'« actes positifs de recherche d'emploi » ; accepter des « prestations », préparation d'entretien, rédaction de CV même si vous l'avez fait cent fois ; accepter des formations bidons ; ne pas oublier d'« actualiser » votre situation chaque mois... La liste est longue du côté des devoirs, avec toujours la menace de la radiation pour les récalcitrantEs ou les démunis dans le labyrinthe des procédures.

Yann Gaudin, lanceur d'alerte
Mais du côté des droits ? La procédure de licenciement de Yann Gaudin prouve bien que l'établissement est beaucoup moins zélé... Des privéEs d'emploi auraient droit à une indemnisation et il faudrait leur en cacher l'existence ? Les intermittentEs du spectacle doivent toucher des « fin de droit » comme touTEs les chômeurEs, par ailleurs, et personne ne doit les en informer ? C'est bien ce que la direction de Pôle emploi exige de ses agentEs ! Le message envoyé par le gouvernement est clair :



PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO

mener la vie dure aux chômeurEs, intermittentEs ou pas, pour leur faire accepter n'importe quel boulot, n'importe quelles conditions de travail pour des salaires toujours plus dérisoires. C'est bien connu, la France serait trop généreuse avec ses privéEs d'emploi, ce qui expliquerait le taux de chômage plus élevé qu'ailleurs ! En voulant informer les chômeurEs de tous leurs droits et pas seulement de leurs devoirs, Yann Gaudin n'a fait que son travail. Mais, dans une institution coercitive et répressive qui n'a plus rien d'un service public, c'est bien un lanceur d'alerte.

Une mission de service public...
Embauché en 2006 à l'Assedic, Yann Gaudin n'a pas eu le choix de son statut : jusqu'en décembre 2008, l'ANPE, avec ses agentEs sous statut public, traitait de la demande d'emploi et l'Assedic de l'indemnisation. Les agentEs de l'ANPE pouvaient, quand ils échappaient à la « servitude volontaire », défendre leurs

missions de service public, refuser d'être le bras armé du patronat sans craindre le licenciement. C'est ainsi que dans les années 1980, une lutte fut menée pour dénoncer les annotations racistes portées par des agents sur certaines offres d'emploi. On pouvait lire « ni noirs ni arabes » ou « OIB » qui signifiait français blanc ! Heureusement qu'il s'est trouvé des lanceurs d'alerte pour mettre fin à ces pratiques, car la direction fermait les yeux. À l'époque déjà, comme elle le fait pour Yann, elle s'était servie de l'argument : « Vous critiquez le travail de vos collègues » et avait instrumentalisé un petit groupe proche du Front national pour abattre une lanceuse d'alerte par le biais d'un tract diffamatoire envoyé dans toutes les agences parisiennes. Protégés par le statut public, les agents ne furent pas licenciés, mais il y eut un procès gagné contre les collègues racistes. Malheureusement, l'établissement ne fut pas mis en cause.

... détruite par la fusion ANPE-ASSEDIC

Côté Assedic, les salariéEs connaissaient parfaitement la législation et pouvaient instruire les dossiers au mieux pour les privéEs d'emploi. Depuis la fusion des deux organismes mise en chantier par les « socialistes » et finalisée par Sarkozy en 2008, et que seule la CGT ANPE a combattu jusqu'au bout, les qualifications se sont perdues. Les unEs font le travail des autres. La complexité de l'indemnisation échappe bien souvent aux conseillerEs formés à la va-vite, les erreurs sont nombreuses et extrêmement difficiles à prouver par les privéEs d'emploi. D'autre part, il ne reste plus qu'environ 10 % d'agentEs ex-ANPE ayant gardé leur statut public car plus aucune embauche ne se fait sous ce statut. La casse de ce service public, qui avait ses défauts, bien sûr, a été délibérément choisie par les politiques pour servir le patronat et faire régner un véritable chantage à l'emploi. Dans ces conditions, comment s'étonner que la direction de Pôle emploi Bretagne puisse s'acharner sur un conseiller qui ne fait que défendre les droits des usagerEs.

Yann Gaudin ne doit pas être licencié mais au contraire servir d'exemple à toutes et tous ! Soutenons-le et exigeons l'abandon de la procédure de licenciement. Ce « monde d'après » ne pourra devenir respirable que si partout, dans toutes les institutions (armée, police, prisons, hôpitaux, Éducation nationale...) les alertes retentissent jusqu'à crever les tympans des oppresseurs !

Fabienne Serbah Le Jeannic

RÉPRESSION Deux soignants sanctionnés au Rouvray!

Le Centre hospitalier du Rouvray, symbole de la mobilisation contre la destruction des soins psychiatriques en France, est la théâtre d'une politique répressive contre les personnels mobilisés. Deux soignants viennent ainsi d'être sanctionnés pour avoir « osé » dénoncer les consignes absurdes de la direction de l'hôpital.

Il y a deux ans, les personnels du Centre hospitalier du Rouvray avaient mené une grève de deux mois et demi suivie d'une grève de la faim de sept soignantEs qui a duré 18 jours. Grâce à la mobilisation du personnel et des usagerEs, parents et proches de patients regroupés dans un comité de soutien, un protocole de fin de conflit était adopté, prévoyant la création de 30 postes supplémentaires et la concrétisation de projets dont un service pour adolescents (ceux-ci étant alors hospitalisés dans des services adultes).



DR

Menaces, intimidations, sanctions

Arrivé en janvier 2019, le nouveau directeur n'a cessé de tergiverser sur l'application du protocole, pour finalement expliquer que les difficultés actuelles (rengaine connue) relèvent avant tout d'un « problème d'organisation » et non d'un « renforcement des effectifs ». En octobre 2019 une nouvelle mobilisation exigeait l'application du protocole. La Contrôleuse générale des lieux de privation de liberté, Adeline Hazan, avait clairement dénoncé l'état catastrophique des conditions d'hospitalisation et de soins au Rouvray donnant raison aux soignantEs.

À la sortie du confinement, la direction met le feu aux poudres en menaçant de sanctions neuf soignants (grévistEs de la faim en 2018). Le prétexte est d'avoir diffusé sur les réseaux sociaux une note absurde de la direction durant l'épidémie, qui demandait au personnel de laver et réutiliser les masques chirurgicaux à usage unique. Deux d'entre eux étaient menacés d'une exclusion de trois mois à deux ans sans salaire. Ils sont passés en conseils de discipline auxquels le Directeur n'a pas daigné assister. À chaque conseil, les soutiens étaient nombreux. Finalement, la sanction est tombée pour les deux : 10 jours de suspension sans salaire et cinq jours en sursis qui seront appliqués s'il y a récurrence. Certes, les sanctions sont moins lourdes que prévu mais elles restent inacceptables. S'il y a faute, c'est la direction qui l'a commise.

Il est évident que ces poursuites sont une tentative de museler le personnel combatif. Mais ce ne sont pas ces intimidations qui empêcheront les soignantEs du Rouvray de lutter contre l'incurie des directions et la casse organisée de la psychiatrie publique. Après cette crise sanitaire et l'augmentation des demandes de soins psychiques, plus que jamais il est indispensable que tous les moyens humains et matériels nécessaires soient mis en place. On ne peut pas laisser des managers technocrates décider de tout et sanctionner en toute impunité.

Correspondante

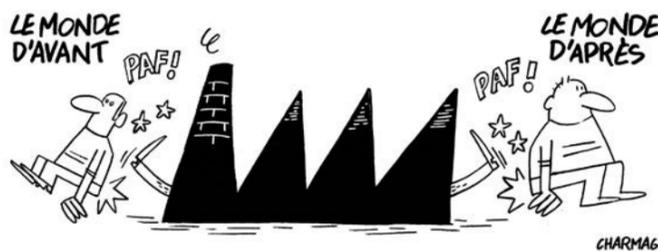
AÉRONAUTIQUE Chez Air France et Airbus comme dans toute la filière, refusons de payer leur crise!

Le coronavirus a bon dos : à Air France une « restructuration » était déjà prévue dès 2019 ; à Airbus Defence & Space, alors même que le carnet de commandes est bien garni, un plan de suppression d'emplois était déjà en cours, mais le virus sert de prétexte pour l'aggraver ; à Latécoère les plans de restructuration se succèdent depuis longtemps... Cela fait des années que la direction d'Airbus a restreint les investissements en R&D, accru la pression sur les sous-traitants, les poussant à délocaliser leur activité, afin de pouvoir accroître les dividendes versés aux actionnaires. Le gouvernement a choisi d'arroser les patrons avec des milliards d'euros. Officiellement pour limiter les pertes d'emplois : mais il laisse la direction d'Air France licencier à sa guise et se prépare à accorder de nouvelles faveurs à la direction d'Airbus. Le patronat veut profiter de la crise, qui est certes réelle, pour faire la restructuration dont il rêve depuis longtemps.

Non au chantage

Derichebourg Aeronautics a ouvert la voie du chantage, en utilisant l'arme du mal nommé Accord de performance collective : acceptez des pertes de salaires jusqu'à 500 euros, sinon je lance un PSE

7500 suppressions de poste annoncées par Air France, 15 000 chez Airbus, 3 000 chez Daher, des milliers de suppressions en perspective dans les entreprises de la filière : le patronat veut nous faire payer la crise.



CHARMAG

sur 700 emplois ! Alors même que le groupe Derichebourg se porte très bien. Un syndicat a cédé à ce chantage, mais rien ne garantit qu'un PSE ne suivra pas...

DSI, une entreprise prétendument sociale, a, elle aussi, imposé un APC. Chez Airbus, la direction veut négocier un APC, qui accompagnerait le plan de suppressions d'emploi. Et elle a le culot de dire que, vu que la réduction d'effectif annoncée n'est pas proportionnelle à celle de production, elle fait donc un gros effort. C'est oublier les CDD et les missions d'intérim non renouvelés, les contrats de prestataires supprimés, c'est à dire des milliers d'emplois liquidés en douce ! Sans parler de tous

les jeunes qui voient s'envoler la promesse d'une embauche...

Avec les profits passés et à venir

Airbus a dégagé en 2019 un bénéfice opérationnel de près de 7 milliards d'euros. Beaucoup d'entreprises de la filière ont elles aussi dégagé du profit. À nous d'imposer que les profits d'hier garantissent aujourd'hui les emplois. D'imposer en particulier le partage du temps de travail : puisque l'activité baisse, baissions les cadences et réduisons les horaires. Et bien sûr sans baisse de salaire. Cela, nous pouvons l'imposer aux patrons par une lutte coordonnée à l'échelle de toute la filière !

Il faut réorienter l'économie, mais pas sur le dos des travailleurEs!

Beaucoup sont conscients que face au réchauffement climatique l'accroissement continu du transport aérien est une impasse, même en « verdissant » les avions. Au-delà du transport aérien, c'est tout le système économique qu'il faut revoir. Mais on ne peut pas confier cette mutation à des directions obnubilées par la production de dividendes ! Au-delà du refus de payer la crise du système, se pose de façon urgente l'intervention de l'ensemble des travailleurEs dans les choix économiques.

Des milliers de travailleurEs d'Airbus Toulouse ont défilé le 8 juillet contre le plan de leur direction. Nous nous en réjouissons, tout comme de la grève de quatre jours chez Derichebourg pour protester contre l'APC qu'on leur impose. Mais il nous faut dépasser le « boîte par boîte » et agir à l'échelle de toute la filière, et même au-delà, pour imposer un changement de politique.

Correspondants

Municipales**Un élu pour Gérardmer solidaire**

Gérardmer, petite ville de 8500 habitantEs dans les Vosges, a, depuis longtemps, une tradition ouvrière. Nous y avons présenté une première liste aux élections municipales, dénommée «Le socialisme par et pour les Géromois(e)s» en 1983: tout un programme!

En 1989 nous faisons liste commune dès le 1^{er} tour avec le PC et nous gagnons la mairie, et nous avons donc un adjoint à l'environnement et un quart des élus. En 2014, le PCF est mourant, c'est le PS qui mène la liste et nous refusons d'en être: nous présentons notre propre liste, «Gérardmer solidaire», qui recueille 11% et un élu NPA.



En 2020 nous décidons de nous représenter mais cette fois notre liste comporte 20% de soignantEs, et nous sommes soutenus par le NPA, LFI et ÉELV, nous faisons 17% des voix, la liste macroniste 39% et la liste «PS de cœur» (comme ils se présentent) 43%. Au second tour la liste PS l'emporte avec 48,4% des voix, nous récoltons 12% et toujours un élu.

Notre principal thème de campagne était la défense de tous les services publics, en particulier la défense de l'hôpital, le soutien aux sans-papiers et le combat antiraciste, et bien entendu tous les thèmes environnementaux. Dans notre ville, les problèmes d'urbanisme liés au tourisme de luxe sont aussi une bataille que nous allons mener à travers la modification du PLU (plan local d'urbanisme). Dans les Vosges, à Épinal, une liste du même type, mais menée par La France insoumise, a fait 12% des voix et a deux élus.

Correspondant

L'Anticapitaliste la revue
Le n°116 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à:

L'Anticapitaliste,

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.
Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

Université d'été**Attentifs, ensemble, aux conditions sanitaires**

La 12^e université d'été du NPA va se tenir du dimanche 23 au mercredi 26 août 2020 au village vacances Rives-des-Corbières, rue du Fresquel, à Port-Leucate (accueil le samedi 22 à partir de 14h, départ le jeudi 27 août après le petit-déjeuner). En raison de la situation sanitaire et de la limitation de nos capacités d'accueil, merci de vous inscrire le plus rapidement possible!

Au vu de la situation, la 12^e université d'été du NPA ne sera pas une université d'été «comme les autres». Lorsque nous avons pris la décision de maintenir l'initiative, nous avons conscience que nous devrions être particulièrement attentifs aux conditions sanitaires, afin de nous assurer de ne pas faire prendre de risques aux participantEs. C'est pourquoi nous tenions, après avoir exposé des éléments de programme dans nos précédents articles, et avant d'y revenir la semaine prochaine, à faire le point sur les conditions et précautions sanitaires lors de l'université d'été.

À propos des précautions sanitaires

Le village vacances Rives-des-Corbières a rouvert mi-juin dans l'application d'un protocole et de mesures assurant la sécurité sanitaire. C'est d'abord sur la base de cette expérience acquise par les équipes du village vacances durant l'été que nous allons nous appuyer pour notre université d'été. Plusieurs mesures sont mises en place:



– Le port du masque est conseillé au quotidien, et obligatoire dans certains lieux ou moments sensibles (précisions sur place);
– En ce qui concerne les logements, les mesures de distanciation physique seront appliquées, sauf dans le cas des familles, camarades intimes ou proches qui n'en

auraient plus besoin. Ainsi, pour prendre un exemple précis, nous mettrons trois personnes maximum dans des bungalows de six places, etc.;

– Il en sera de même à la restauration où moins de participantEs et plus de place (utilisation de l'espace intérieur en plus de la pergola) permettront d'assurer cette distanciation si nécessaire, en assurant aussi la rotation dans cet espace;

– Pour les espaces de réunion, le programme proposera sept créneaux de discussion en parallèle (huit l'an dernier) alors que nous serons certainement à peu près un tiers de moins au niveau participation.

Trois de ces lieux de réunion devraient être en plein air (espace librairie, pergola et un grand chapiteau), les quatre autres lieux seront des salles dans lesquelles nous disposerons les chaises de façon distancée. Nous serons stricts sur l'application du respect de la jauge des réunions: quand une salle sera pleine du point de vue du respect de la distanciation... les retardataires devront aller dans une autre réunion!

Gel et masques seront à disposition, mais nous recommandons à chacunE des participantEs de se munir de ses propres masques. De façon globale, la responsabilisation collective des participantEs à l'université d'été reste la meilleure assurance que les choses se passent au mieux, en particulier dans les espaces collectifs. Nous serons particulièrement vigilants.

Commission université d'été

Pour plus d'infos, pour s'inscrire:
<https://npa2009.org/ue2020>

TARIFS PAR PERSONNE

Revenu net mensuel	Tarifs
inférieur à 800 €	124 €
entre 800 € et 1 000 €	144 €
entre 1 000 € et 1 220 €	168 €
entre 1 220 € et 1 320 €	200 €
entre 1 320 € et 1 420 €	224 €
entre 1 420 € et 1 720 €	264 €
entre 1 720 € et 2 020 €	300 €
entre 2 020 € et 2 520 €	320 €
entre 2 520 € et 3 000 €	356 €
entre 3 000 € et 3 500 €	396 €
entre 3 500 € et 4 000 €	448 €
supérieur à 4 000 €	504 €
Enfants	Tarifs
moins de 2 ans	gratuit
jusqu'à 11 ans inclus	112 €
plus de 11 ans	124 €

Ces tarifs comprennent la pension complète durant l'ensemble du séjour, c'est-à-dire le logement et les repas à partir du dîner du samedi 22 août jusqu'au petit-déjeuner du jeudi 27 août inclus.

MODALITÉS DE PAIEMENT

Le paiement des arithes (la moitié de la somme due) est obligatoire pour valider l'inscription.
– Carte bancaire (à l'adresse: www.npa2009.org/ue2020)
– Chèques (à l'ordre de «NPA Souscriptions»)
– Chèques-vacances (à l'ordre de «Rives des Corbières»)
– Bons CAF et aides diverses (nous consulter avant l'inscription)

Au vu de la situation sanitaire et de la limitation de nos capacités d'accueil, merci de vous inscrire le plus rapidement possible

DATE LIMITE DES INSCRIPTIONS:
VENDREDI 14 AOÛT 2020
INSCRIPTION EN LIGNE: WWW.NPA2009.ORG/UE2020

Municipales**Parlement de Bordeaux: on a bien fait d'y être!**

Le premier conseil municipal de la nouvelle mandature s'est réuni le 3 juillet. Et c'est dans un climat très particulier que la majorité écolo-socialo (48 éluEs) a élu son maire face à une droite défaite et crispée (14 éluEs LR et LREM) et «Bordeaux En Luttés» (3 éluEs) bien motivé à se faire entendre.



BORDEAUX EN LUTTES

Nous sommes d'abord arrivés en manif en chantant «on est là». Puis dans la salle, nous avons continué à mettre de l'ambiance, à faire un peu de bruit, clameurs, chants et quelques sifflets. Ce n'est pas tous les jours que nous obtenons des éluEs! Sur le coup personne n'a osé protester. Il faut dire que le moment était historique, entre fête la chute des juppéistes et l'arrivée de conseillers anticapitalistes.

Contre les arrangements

C'est lors de la deuxième réunion (le 10 juillet) que le tout nouveau maire de gauche a commencé par rappeler que l'ambiance manif de la fois précédente était inadmissible, qu'il faudra respecter le règlement intérieur, lequel d'ailleurs donne pouvoir au maire d'exclure de la salle les fauteurs de troubles. Puis la droite en a profité pour enchaîner plusieurs interventions pour remercier le maire, disant qu'ils avaient mal vécu ce premier conseil, qu'il aurait fallu l'interrompre. Voilà une attention et un respect réciproques qui font chaud au cœur.

Puis on est passé au premier vote, celui de l'élection des adjoints au maire. Une liste de vingt-cinq noms a été présentée par la majorité. La droite a voté blanc. Nous avons voté contre. Et là a commencé une nouvelle série de reproches. Visiblement voter «contre» ça ne se fait pas, ce n'est pas dans les mœurs de la maison.

Confirmation par la suite lorsque nous avons exprimé notre désaccord sur le fonctionnement (vote contre) et la nomination des représentants dans divers organismes (vote contre). C'est en coulisses que la répartition s'effectue. Les trois groupes d'opposition (LR-LREM et nous) étions censés nous entendre pour placer nos éluEs respectifs dans le peu d'organismes ouverts à l'opposition. La droite a pris évidemment toute la place possible. Comme on est le plus petit groupe, on ne fait pas le poids. Le maire a présenté la liste «officielle» comprenant les représentants de droite. Et

nous avons demandé un vote dans l'assemblée pour marquer notre désaccord, même si nous étions certains d'être minoritaires. Mais mieux vaut perdre ainsi que de tenter un quelconque arrangement.

Unanimité gâchée

Trois votes ont lieu pour trois organismes: l'Opéra de Bordeaux, le bailleur social «Incité» et le «Sivu» pour les cantines collectives. Toute l'assemblée, déjà bien disciplinée, a voté pour les candidats de droite, même les trois éluEs PC! SeulEs cinq éluEs écologistes ont osé voter pour nous. Édifiant. Cette majorité

qui nous avait tant reproché durant la campagne de faire le jeu de la droite en ne retirant pas notre liste, votait pour maintenir cette droite dans quelques organismes. Par ces votes, nous avons gâché un moment d'unanimité, de «démocratie» bien huilée. La droite n'a rien lâché, est intervenue pour reprocher aux quelques éluEs écologistes d'avoir voté «blanc» ou pour nous, y voyant un début de division dans la majorité. Une droite qui décidément ne fait pas profil bas. Elle est minoritaire mais toujours aussi arrogante, moralisatrice, rappelant les règles de ce «jeu démocratique» qu'elle a mises en place, mettant ainsi la pression sur la nouvelle équipe, un peu comme si le pouvoir n'avait finalement pas complètement changé de mains. En simplement deux réunions, nous constatons que leurs pratiques, leurs mœurs ne sont pas les nôtres et que l'on ne s'adaptera pas à leur fonctionnement. Mieux, nous serons volontiers les «impoliEs», les perturbateurEs. Par notre simple attitude, par notre indépendance, par nos déclarations, par nos votes, nous cultiverons l'irrévérence. Et à partir de là, nous essaierons de construire des résistances.

Béatrice Walylo et Philippe Poutou

Peinture

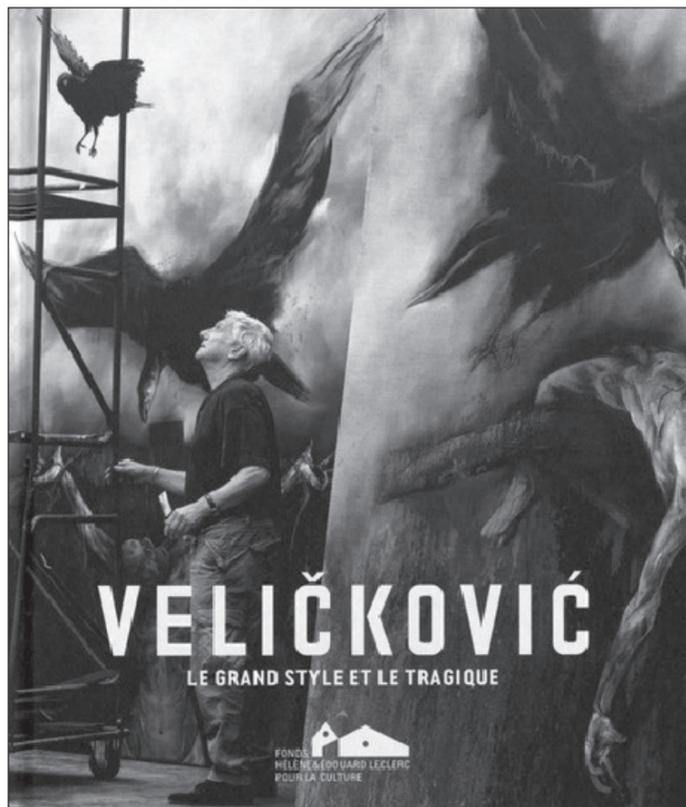
In memoriam Vladimir Velickovic

Vladimir Velickovic est décédé en août 2019. La pandémie a interrompu prématurément l'ultime exposition de l'artiste, conçue de son vivant et ouverte après sa mort à la Fondation Leclerc à Landernau.

Né en 1935 à Belgrade, il est arrivé en France en 1965. Il s'y installera définitivement tout en retournant régulièrement dans son pays. Il fut l'une des figures marquantes de la peinture dans le cadre de ce que l'on a appelé la Figuration narrative.

Tension entre l'expressif et le formel

Il venait de la tradition d'une figuration marquée par un imaginaire noir, fortement présente dans l'art yougoslave avec des artistes comme Dado et Ljuba. Mais à la différence de Dado qui développa une vision onirique d'une humanité monstrueuse, Velickovic, à partir des années 1970, maria cette veine fantastique et expressionniste à une pratique analytique. Cela fut à l'origine d'une œuvre où le trait est essentiel et où la dramaturgie du corps est mise à distance par sa déconstruction et sa décomposition formelle. Il fut un peintre du dessin avec une gamme colorée réduite, pour nombre de ses œuvres, à un éventail allant du noir au blanc en passant par des gris. Elle n'était ponctuée que de quelques rehauts de rouge qui suggéraient plus qu'ils ne décrivaient. L'intégration d'éléments à caractère analytique, flèches, croix, scotch ou documents photos, accentuait une tension entre l'expressif et le formel. Un nuancier intégré au tableau évoquait parfois la couleur, tout en la reléguant à un temps réservé à l'imaginaire du spectateur. Car dans sa peinture, elle était consumée par la charge du gris et du noir. Il y a toujours eu chez lui une dialectique entre la rigueur d'un trait tranchant comme un scalpel et un débordement expressif qui



frisait un baroque mélancolique. La part distanciée et épurée de son œuvre peinte fut à l'origine de ses plus grandes œuvres, qu'il s'agisse des peintures où le corps est dépouillé au sens propre et au figuré comme ce gisant, de ces hommes pris dans les rets et les incises d'une violence froide ou extrême, ou encore ces figures du corps réduit à l'état d'objet d'étude clinique ou outragé par la violence du monde. L'observation clinique côtoie l'impensé mortifère d'une humanité unidimensionnelle. S'il y a un moment exceptionnel de

son travail c'est celui des « Lieux » (années 1980) où le corps absent n'est évoqué que par les seules traces des épreuves qu'il a subies dans un espace à l'ombre de l'innommable. Ces lieux de l'expérience de l'extrême resteront parmi ses œuvres majeures.

Incandescence et distance, rigueur et débordement

Velickovic fut un peintre du trait, où le dessin d'une humanité meurtrie constituait le cœur de sa peinture. La couleur y était assujétie à ce dessin qui creusait l'imaginaire

tragique du corps comme un scalpel la chair. Sa peinture revendiquait la primauté de l'observation et la puissance terrible du dessin. C'est pourquoi cohabitaient dans ses œuvres incandescence et distance, rigueur et débordement. Entre formalisme et symbolisme, la figuration de Velickovic était à la fois véhémente et tenue.

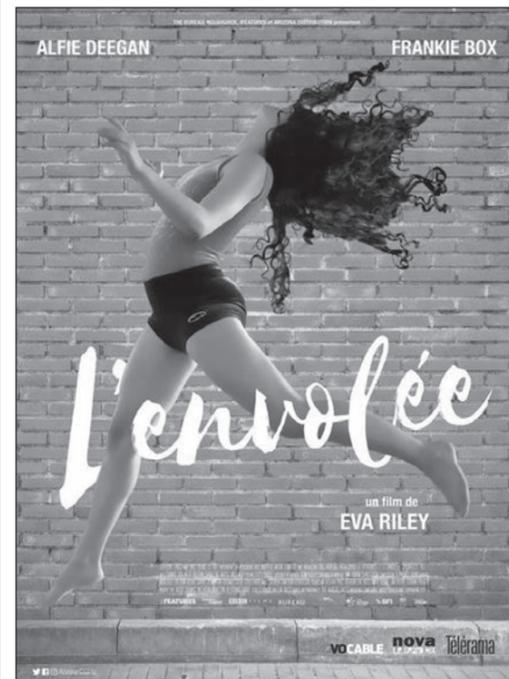
À partir des années 1990, la couleur va être plus présente ; d'abord par l'intégration de la toile écru comme couleur même, ensuite par l'introduction d'autres couleurs tel le bleu. Cela sera très perceptible dans ses portraits de scènes de guerre et ses corps crucifiés regroupés sous le titre évocateur de 92. La tragédie yougoslave fut en effet l'arrière-fond traumatique de l'ultime période de sa peinture. Il faut cependant noter une dualité dans son œuvre entre son acuité visuelle, sa tension formelle et un baroque qui frôla parfois une certaine grandiloquence, voir une forme d'académisme. Un sentiment non formulé mais probablement ressenti d'une injustice quant à la reconnaissance de son œuvre le poussa à chercher une légitimité institutionnelle. Ce fut pour nous étrange de le découvrir il y a quelques années membre de l'Académie des Beaux-Arts de Belgrade. Cela l'amena sous les ors de celle de Paris où l'ont rejoint d'autres, soudainement épris de « respectabilité » comme Bustamante, Garouste, Hybert ou Othoniel. Nous lui préférons l'artiste, et l'enseignant curieux des œuvres d'autrui et généreux avec les étudiantEs. Vladimir Velickovic a lâché ses pinceaux pour toujours. Mais son œuvre trouvera, par-delà les générations, de multiples regards qui la feront vivre au-delà de son vivant. C'est cette part vive qu'avaient déjà perçue des écrivains et critiques attentifs à son œuvre comme Marc Le Bot et Bernard Noël.

Philippe Cyroulnik

Cinéma

L'Envolée, d'Eva Riley

Film britannique, 1h23, sorti le 8 juillet.



Dans ce premier long métrage, Eva Riley décrit les transformations d'une adolescente de 14 ans. Briller dans son club de gymnastique, avoir le soutien de la responsable, cela n'épargne pas à Leigh, adolescente de 14 ans, les ricanements et les remarques des autres filles sur sa tenue ringarde et son manque d'argent. La mère de Leigh est morte, son père a une autre relation et elle ne peut pas attendre beaucoup d'aide de cet absent, employé d'un supermarché.

Maelstrom de sensations et d'émotions

Profondément seule et repliée sur elle-même, elle ne se réalise que dans son club. Un jour, elle voit débarquer un jeune, Joe, qui se présente comme son demi-frère : elle ne connaissait pas son existence, son père s'était bien gardé d'en parler. Les premiers contacts entre eux sont rugueux mais un rapprochement va s'opérer. Joe navigue dans la petite délinquance dans une bande dirigée par un petit caïd du coin. Toutes ses phrases comportent au moins un « fuck ». Avec lui, Leigh va découvrir une vie plus exaltante, l'argent obtenu par les vols, les virées en moto... mais aussi des rapports entre les membres de la bande qui peuvent se tendre rapidement. Au fil du film, Leigh est traversée par un maelstrom de sensations et d'émotions. Des bifurcations s'ouvrent entre lesquelles elle hésite. Une petite histoire de jeunes jouée avec talent par des amateurEs, une histoire où pèse en arrière-plan la réalité sociale.

Henri Wilno

Musique

Après le confinement, le jazz amorçe son retour!

Les grands festivals de l'été (Jazz in Marciac, Jazz à Vienne, Jazz au Phare de Ré) restent annulés tandis que le temple parisien du New Morning ne pourra reprendre sa programmation qu'en septembre. Heureusement, les petits clubs reprennent enfin leurs activités. La musique « live » du jazz en public reprend ses droits malgré les distanciations réglementaires.

Saluons, en particulier, le retour du Duc des Lombards. Les concerts y ont repris depuis le 3 juillet avec une programmation célébrant la scène française. Tous les concerts sont en ligne et réservable sur <https://billetterie.ducdeslombards.com>.

Vendredi 10 et samedi 11 juillet: Samy Thiébault et son épopée insulaire

Le saxophoniste et son quartet proposent de nous embarquer en quatre sets dans une épopée insulaire nommée « Caribbean Stories ». Un voyage musical entre la Caraïbe et les Indes.

Né en Côte d'Ivoire, Samy Thiébault a gravi tous les échelons du jazz avant d'arriver à la notoriété en



2016 avec son troisième album *Rebirth* chez Gaya Music. Meilleur album jazz de l'année pour FIP et salué par *Jazznews*, il accède aux

plus grandes salles françaises et internationales. Il sera accompagné par Daniel Zimmerman au trombone, Ralph Lavital à la guitare,

Felipe Cabrera à la contrebasse et Arnaud Dolmen à la batterie

Mardi 21 et mercredi 22 juillet: la soul de Mélina Tobiana Quintet

Une voix (Mélina Tobiana), une contrebasse (Martin Guimbellot). L'un compose, l'autre écrit. Il et elle mélangent leurs influences et la voix soul de Mélina envoûte l'oreille. En quintet, ils et elles interprètent des compositions originales aux frontières du jazz, du groove et de la soul. Après un premier album éponyme en 2015 (Outnote Records), ils sortent l'album *Dièse 1* le 23 août 2019 sur le label C.Q.F.D. Ils seront accompagnés par Stéphane Moutot au saxophone que composent, également, Emmanuel Duprey au piano et Rémy Voide à la batterie. Le quintet devait tourner aux USA cet été et la tournée a été annulée. Profitons-en donc au Duc des Lombards. Sylvain Chardon

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

★ la-breche.com

27, rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax: 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h – 20 h,
mardi au samedi : 12 h – 20 h

« L'enjeu est de taille : la démission de Darmanin et de Dupond-Moretti »

Entretien. À l'annonce de la composition du nouveau gouvernement, la colère des milieux féministes a été immédiate. Ce sont principalement les noms de **Gérald Darmanin** et **Éric Dupond-Moretti** qui ont suscité l'indignation, déclenchant une vague de mobilisations au quatre coins du pays. Nous nous sommes entretenus avec **Fanny Gallot**, historienne et militante féministe, qui sera présente lors de notre université d'été, pour revenir sur cette situation.

En quoi la nomination de Darmanin et Dupond-Moretti est-elle une véritable gifle pour le mouvement féministe ?

Gérald Darmanin à l'Intérieur alors même qu'il est accusé de viol et qu'il défille avec la Manif pour tous, et Éric Dupond-Moretti, fervent adversaire de #MeToo, à la Justice, c'est tout un symbole et ça en dit long sur ce qui était supposé être la grande cause du quinquennat. Concernant Darmanin, Caroline De Haas l'a dit et tweeté : « Le seul crime pour lequel on accepte ça, c'est le viol ». Et, alors que les féministes revendiquent l'inversion de la charge de la preuve, c'est-à-dire le fait que la personne accusée apporte la preuve que ce qu'on lui impute est faux, c'est un avocat qui trouve « ahurissant » le fait que « siffler une femme devienne une infraction » et qui a plaidé pour la défense lors de procès pour violences sexistes ou sexuelles qui devient Garde des Sceaux.

Après l'intervention d'Adèle Haenel sur *Mediapart* en novembre 2019, la manifestation du 23 novembre rassemblant près de 100 000 personnes, la mobilisation féministe historique dans le cadre de la lutte contre la réforme des retraites, le scandale des Césars et les réactions féministes qui s'en sont suivies ainsi que les manifestations du 8 mars, le mouvement féministe grandit, soulignant à quel point le ras-le-bol de la culture du viol est profond : il est temps que cela cesse !

Quelle est la logique entre les déclarations du Grenelle et les nominations de ce nouveau gouvernement ?

La logique du gouvernement Macron en termes de droits des femmes articule effets d'annonce et remises en cause profondes des acquis sociaux sur fond de stigmatisation de certaines catégories de la population, les hommes de classes populaires et/ou racisés. Ainsi, dès son arrivée, en 2017, c'est contre le harcèlement de rue que Marlène Schiappa monte au créneau tandis qu'elle prévoit des coupes budgétaires drastiques qui affectent en premier lieu des associations féministes et notamment celles qui luttent contre les violences de genre.

En 2019, tandis que la contestation féministe grandit avec le décompte des féminicides, Marlène Schiappa organise une grande concertation nationale contre les violences conjugales et les féminicides – le Grenelle. La question des moyens est éludée, la question de la formation et de l'éducation n'est pas évoquée, autant d'éléments absolument déterminants dans la lutte contre les violences sexistes et sexuelles. Dans le même temps, l'Index censé promouvoir l'égalité femmes-hommes dans l'entreprise est souvent de la poudre aux yeux : les scores sont souvent très bons alors même que les plaintes



PHOTO THÈQUE ROUGE/MB

pour discrimination se multiplient. Finalement, il apparaît clairement que la réforme des retraites aura des répercussions dramatiques sur les femmes, dont les carrières sont hachées, ce qu'ont très largement dénoncé les Rosies un peu partout en France.

Avec le remaniement, outre la nomination de Darmanin et Dupond-Moretti, l'idéologie réactionnaire de la Macronie à l'œuvre s'observe également avec la nomination d'Élisabeth Moreno – cheffe d'entreprise. La nouvelle ministre déléguée chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes est partisane de ce que Sophie Pochic a appelé « l'égalité élitiste », c'est-à-dire celle qui concerne une infime minorité de la population, le 1% évoqué par Nancy Fraser, Tithi Bathacharya et Cinzia Arruzza, relativisant le sexisme dans l'entreprise. Enfin, pour couronner le tout, à la Transition énergétique, c'est Barbara Pompili qui est nommée – elle faisait partie des rares femmes à avoir témoigné en faveur de Denis Baupin...

Quelles réponses le mouvement féministe devrait-il opposer ?

Les solutions sont nombreuses. Elles appellent une remise en cause profonde du système capitaliste, patriarcal et raciste dans lequel nous vivons puisqu'il s'agit de tirer les leçons de la crise sanitaire et de renverser les priorités, pour que le travail reproductif soit au centre, construire une société fondée sur les besoins et non sur les profits. En termes de revendications, elles vont de la revalorisation des métiers à prédominance féminine à la prise en compte voire la rémunération du travail domestique, en passant par

l'allongement des délais d'IVG ou encore des moyens adéquats pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles, entre autres. Derrière l'ensemble de ces questions, il y a bien sûr également le refus de payer la crise qui s'annonce.

La réaction féministe massive face au remaniement – des rassemblements se sont tenus dans toute la France – montre que la dynamique que nous connaissons à l'échelle mondiale n'a pas été interrompue par la crise sanitaire, sans doute au contraire puisqu'elle a rendu encore plus cruciale la satisfaction de ces revendications. Sans doute va-t-elle s'intensifier encore à la rentrée avec

la préparation du 25 novembre contre les violences sexistes et sexuelles tandis que les groupes pour la grève féministe vont se réactiver.

À court terme, dès la rentrée, l'enjeu est de taille : la démission de Darmanin et de Dupond-Moretti. Le gouvernement va se trouver contraint de composer avec une contestation féministe d'ampleur, non plus marginale ou secondaire, ça ne fait aucun doute. Partout, dans les lycées, les facs, les quartiers, les lieux de travail, organisons-nous pour l'émancipation individuelle et collective !

Propos recueillis par la Commission nationale d'intervention féministe

L'image de la semaine



Vu ailleurs

SHOULS-OLÉODUC. Un juge du District de Columbia aux États-Unis a ordonné lundi 6 juillet que l'oléoduc Dakota Access, qui fait l'objet d'une vive contestation de la part de nations autochtones et d'environnementalistes depuis quatre ans, cesse ses activités au plus tard le 5 août.

Dans sa décision, le juge James E. Boasberg se range du côté de la nation sioux de Standing Rock et annule le permis de l'entreprise Energy Transfer Partners en vertu duquel du pétrole peut être transporté par l'oléoduc Dakota Access sous le lac Oahe, qui fait partie du territoire de Standing Rock.

« Compte tenu de la gravité des erreurs commises par le Corps des ingénieurs de l'armée américaine en regard de la NEPA [la loi nationale américaine sur l'environnement], [...] des dommages potentiels que représente cet oléoduc chaque jour, la Cour est forcée de conclure que le flux de pétrole du Dakota Access doit cesser », note-t-il. [...]

C'est une victoire pour les Sioux de Standing Rock. Au cours de la construction du Dakota Access, des manifestations ont donné lieu à de violentes altercations entre les militants autochtones et les autorités.

Long de 1886 kilomètres, le pipeline Dakota Access passe aussi sous la rivière Missouri, juste au nord du territoire des Sioux de Standing Rock, où les membres de la nation vont s'approvisionner en eau.

« Aujourd'hui est un jour historique pour la nation sioux de Standing Rock et toutes les personnes qui nous ont soutenus tout au long de notre bataille contre le pipeline », a déclaré Mike Faith, président du Conseil de la nation de Standing Rock.

« Il a fallu quatre longues années, mais aujourd'hui, justice a été faite à Standing Rock », a réagi Jan Hasselman, avocat du groupe Earthjustice, qui a représenté la nation Sioux devant les tribunaux.

Après son arrivée à la Maison-Blanche, le président américain Donald Trump avait ordonné par décret que les projets Dakota Access et Keystone XL soient relancés. Au terme de plus d'un an d'analyses additionnelles des risques, le Corps des ingénieurs de l'armée américaine avait conclu que l'oléoduc ne représentait pas une menace « importante » pour l'environnement.

La compagnie Energy Transfer Partners, qui a toujours assuré que l'oléoduc ne représentait pas de risques pour l'environnement, avait indiqué l'an dernier sa volonté de doubler la capacité du pipeline, et de faire passer sa production de 600 000 à 1,1 million de barils par jour. [...]

« Aux États-Unis, victoire des Sioux contre un oléoduc géant », Reporterre, 13 juillet 2020.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 35 € <input type="checkbox"/> 1 an 70 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 € <input type="checkbox"/> 1 an 50 €	
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 € <input type="checkbox"/> 1 an 50 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €	
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 60 € <input type="checkbox"/> 1 an 120 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 45 € <input type="checkbox"/> 1 an 90 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 12 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		
Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
Tarif jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43222554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org